

PREFECTURE DE L' AISNE



**DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE D'EXPLOITER
UN PARC EOLIEN**

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MACQUIGNY

PRESENTÉE PAR LA SOCIÉTÉ FERME EOLIENNE DE LA FONTAINE DU BERGER SAS

Enquête publique du lundi 11 juin au mercredi 11 juillet 2018

RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

à

Monsieur le PRÉFET du Département de l' AISNE

SOMMAIRE

1. PRESENTATION DE L'ENQUÊTE.....	5
1.1. OBJET DE L'ENQUÊTE	5
1.1.1. Généralités	5
1.1.2. Nature et caractéristiques du projet	5
1.1.3. Environnement du projet	6
1.1.4. Le tarif de rachat de l'électricité	8
1.2. LE MAÎTRE D'OUVRAGE	8
1.3. CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUÊTE	9
1.4. LA PROCEDURE	10
1.5. DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR	11
1.6. MODALITES DE L'ENQUÊTE	11
1.7. DOCUMENTS MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC	12
2. DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE	16
2.1 LA CONSULTATION ET LES INFORMATIONS PREALABLES.....	16
2.1.1. La concertation préalable	16
2.1.2. La consultation administrative	16
2.2. PUBLICITE DE L'ENQUÊTE	17
2.2.1. Les affichages légaux en mairie.....	17
2.2.2. Les affichages légaux sur les voies d'accès au projet	17
2.2.3. Les parutions dans les journaux	18
2.2.4. Autres mesures de publicité	19
2.3. RENCONTRE AVEC L'AUTORITE ORGANISATRICE DE L'ENQUÊTE.....	19
2.4. RENCONTRE AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE	19
2.5. PERMANENCES	20
2.6. VISITE DU SITE ET DANS LE PERIMETRE IMMEDIAT	23
2.7. RECUEIL DU REGISTRE.....	24
2.8. CONVOCATION DU PETITIONNAIRE	24
2.9. MEMOIRE EN REPONSE	24
2.10. LE CLIMAT DE L'ENQUÊTE	24
3. ANALYSE DES OBSERVATIONS EMISES PAR LE PUBLIC	26
3.1 LES OBSERVATIONS ET COURRIERS RECUEILLIS	26
3.1.1. Observations recueillies.....	26
3.1.2. Observations du commissaire-enquêteur.....	31
3.1.3. Délibérations des Conseils Municipaux.....	31
3.2 ANALYSE DES OBSERVATIONS ET COURRIERS.....	32
3.2.1. Mémoire du pétitionnaire et réponses aux observations par thème	39
3.2.2. Partie 1 Danger et santé	40
3.2.3. Partie 2 Aspect économique	43
3.2.4. Partie 3 Paysages.....	50
3.2.5. Partie 4 Ecologie	57
3.2.6. Partie 5 Remarques spécifiques	60
4. APPRECIATION DU PROJET.....	65

Liste des pièces jointes

- *Procès verbal de remise de documents.*
- *Complément du dossier à la demande du commissaire-enquêteur.*
- *Récépissé de dépôt de plainte de vol de panneaux auprès de la gendarmerie de Guise.*
- *Copie des observations, propositions et contre-propositions.*
- *Mémoire en réponse produit par le pétitionnaire.*
- *Registre d'enquête.*

Glossaire

<p>ABF : Architecte des Bâtiments de France ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie ANFR : Agence Nationale des Fréquences ANSES : Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ex-AFFSET) APB : Arrêté de Protection de Biotope ARS : Agence régionale de Santé AVAP : Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières CRE : Commission de Régulation de l'Énergie dB : Décibel DDT : Direction Départementale du Territoire DGAC : Direction Générale de l'Aviation Civile DICT : Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux DOC : Déclaration d'Ouverture de Chantier DRAC : Direction Régionale des Affaires culturelles DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement DT : Déclaration de projet de Travaux EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale FNAIM : Fédération Nationale de l'Immobilier Hz : Hertz ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement IGN : Institut Géographique National INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques IPA : Indice Ponctuel d'Abondance MEDDE : Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie MEDDM : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer OMS : Organisation Mondiale pour la Santé Pa : Pascal</p>	<p>PLU : Plan Local d'Urbanisme POS : Plan d'Occupation des Sols PPR : Plan de Prévention des Risques RNU : Règlement National d'Urbanisme SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux SAU : Surface Agricole Utile SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours SER : Syndicat des Énergies Renouvelables SIVU : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique S3REnR : Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables SRCAE : Schéma Régional Climat Air Énergie SRE : Schéma Régional Éolien STAP : Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine TEP : Tonne Équivalent Pétrole UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature ZDE : Zone de Développement de l'Éolien ZICO : Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux ZIP : Zone d'Implantation Potentielle ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique ZPPAUP : Zone de protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager ZPS : Zone de Protection Spéciale ZSC : Zone Spéciale de Conservation</p>
---	--

1. PRESENTATION DE L'ENQUÊTE

1.1. OBJET DE L'ENQUÊTE

1.1.1. Généralités

La France, au travers de l'Union Européenne s'est engagée, en signant le protocole de Kyoto, à réduire pendant la période 2008-2012 ses émissions de gaz à effet de serre de 8% par rapport au niveau des émissions de 1990. Cet engagement a été prolongé jusqu'en 2020. Pour cela la France se doit de développer la production d'électricité à partir des énergies renouvelables. En 2005, la Loi de Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI), a fixé un objectif de production de 21% de la part d'énergie renouvelable dans la consommation d'électricité. Ces engagements ont notamment été confirmés par plusieurs grandes lois traduisant la volonté de développer l'énergie éolienne sur le territoire français, qui possède d'ailleurs, le deuxième potentiel de vent en Europe derrière le Royaume-Uni.

Enfin, dans la continuité de l'adoption des lois Grenelle 1 (23 juillet 2009) et Grenelle 2 (29 juin 2010) la France s'est fixée comme objectif une part de 23% de renouvelables dans la consommation énergétique à l'horizon 2020. La filière éolienne tient ici une place de choix dans la réalisation de ces objectifs puisque un quart de la puissance nécessaire sera réalisé grâce à l'énergie du vent (25 000 MW dont 19 000 MW sur terre et 6 000 MW en mer). Cette dynamique, enclenchée depuis plus de deux décennies, se poursuit désormais avec des engagements à plus long terme à l'image de la **Commission Européenne** qui vient de proposer un **objectif contraignant de 27% d'énergies renouvelables en 2030**.

Indépendamment des objectifs fixés par la Commission Européenne, en France la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) a été promulguée le 17 août 2015. Elle fixe les objectifs en matière de développement des EnR et notamment :

- **Augmenter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % en 2030 ;**
- Atteindre 40 % de la production d'électricité d'origine renouvelable en 2030 ;
- Atteindre 38 % de la consommation finale de chaleur d'origine renouvelable en 2030 ;
- Atteindre 10 % de la consommation de gaz d'origine renouvelable en 2030 ;
- Multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030.

La Cour des Comptes (Rapport mars 2018 LE SOUTIEN AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES) note que ces objectifs apparaissent plus ambitieux que ceux imposés par la stricte transition du droit de l'Union européenne: les objectifs nationaux fixés pour 2030 sont ainsi supérieurs de cinq points à la cible définie à l'échelle de l'Union (32 % contre 27 %). La France a également fait le choix de décliner ses objectifs en cibles spécifiques pour l'électricité (40 %) et la chaleur (38 %), **ce que le droit européen n'imposait pas**.

1.1.2. Nature et caractéristiques du projet

Le projet de parc éolien présenté par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS a fait l'objet d'une enquête publique du 25 septembre au 25 octobre 2017.

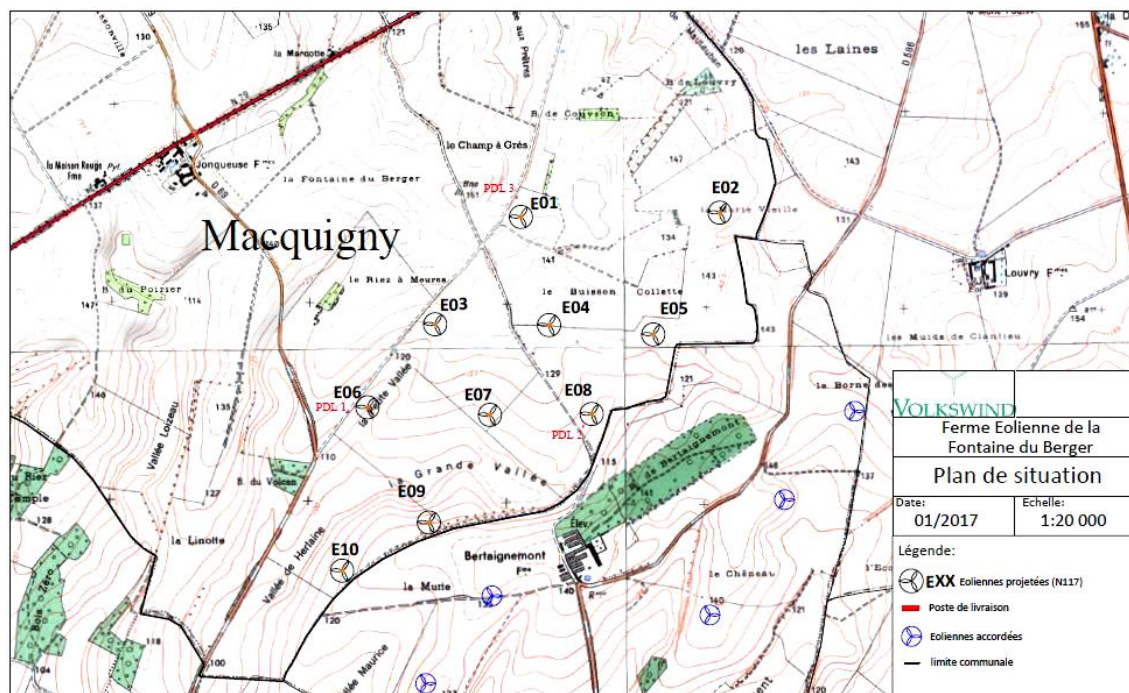
Par suite de la décision du Conseil d'Etat n°400559 en date du 6 décembre 2017, annulant les dispositions du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient le Préfet de région comme Autorité Environnementale, le pétitionnaire a sollicité un avis de la MRAE (*Mission Régionale de l'Autorité Environnementale*). De ce fait, une nouvelle enquête publique a été prescrite par Monsieur le préfet du département de l'Aisne à la demande du pétitionnaire.

La demande d'autorisation d'exploiter au titre des ICPE porte sur l'implantation de 10 éoliennes et 3 postes de livraison sur le territoire de la commune de Macquigny.

L'éolienne E01 a une hauteur de mât de 91 m et une hauteur en bout de pale de 149 m, les éoliennes E02 à E10 ont une hauteur de mât de 106m et une hauteur en bout de pale de 164 m.

Le site d'étude est situé dans la région Hauts-de-France au Nord du département de l'Aisne. La commune de Macquigny (02120) est localisée sur le canton de Guise, à environ 20 kilomètres à l'est de Saint-Quentin. Cette commune rurale s'étend sur une superficie de 20,18 km².

La zone de projet est située dans une plaine agricole, desservie par un réseau de routes départementales. Elle est en effet entourée par les RD 1029, RD 586 ainsi que la RD 69.



Plan de situation du projet

L'usage futur après remise en état est identique à l'usage actuellement en place c'est-à-dire un usage agricole.

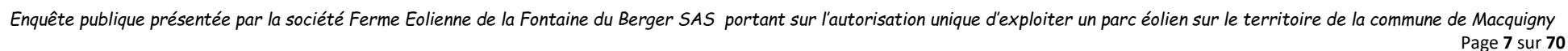
Le site du projet est desservi par un réseau de chemins ruraux et communaux ce qui a permis dans la plupart des cas de placer les éoliennes en bordures de chemin. Ces chemins à renforcer ou à rénover représentent un linéaire total de 7 345 mètres.

D'autre part, chaque éolienne a été placée de manière à limiter la création de nouveaux chemins d'accès à l'intérieur des parcelles concernées. Néanmoins, certaines éoliennes nécessitent la création d'un chemin, ce qui représente un linéaire total de chemin à créer d'environ 2 416 mètres.

1.1.3. Environnement du projet

Dans un rayon de 20 kilomètres autour du projet, sont recensés 16 parcs en exploitation, 14 parcs autorisés et 3 parcs en instruction, soit un total de 187 machines. Ce nouveau projet s'inscrit dans la continuité des parcs autorisés de Clanlieu et du parc de la Mutte.

Réalisation : AIRLE - 2016
Source de fond de carte : IGN, Scan 250^m
Source de données : IGN BD Cartho - DREAL Nord Pas-de-Calais -
DREAL Picardie - VULCANIC, 2014 - AIRLE, 2016



1.1.4. Le tarif de rachat de l'électricité

Pour l'éolien terrestre, l'arrêté du 17 juin 2014 fixe les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations utilisant l'énergie mécanique du vent implantées à terre. Il s'agit d'un tarif fixe d'achat garanti pendant une durée donnée. Dans les conditions de 2014, pour l'éolien terrestre, les contrats sont souscrits pour 15 ans, **le tarif a été fixé en 2014 à 8,2 c€/kWh pendant 10 ans**, puis entre 2,8 et 8,2 c€/kWh pendant 5 ans selon les sites. Ce tarif est actualisé chaque année en fonction d'un indice des coûts horaires du travail et d'un indice des prix à la production.

Rappelons que le coût de l'électricité éolienne achetée par EDF est répercuté sur la facture d'électricité de chaque consommateur parmi les charges de la Contribution au Service Public de l'Electricité (CSPE). En 2017, le montant de la CSPE était de 22,5 € / MWh. L'énergie éolienne représente 17 % de ce montant, soit une charge de 3,9 c€ / kWh.

1.2. LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Par lettre en date du 11/04/2017 adressée à Monsieur le Préfet de l'Aisne par Madame Emilie FOURGEAUD, représentante habilitée par ma société Volkswind GmbH et présidente de la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger présente une demande d'autorisation d'exploiter un parc éolien au titre des ICPE, une demande de permis de construire ainsi qu'une demande d'approbation au titre de l'article L323-11 du code de l'énergie pour un parc éolien situé sur le territoire de la commune de Macquigny.

La demande est présentée par la SAS FERME EOLIENNE DE LA FONTAINE DU BERGER.

Les statuts ainsi que les principales informations relatives à cette société sont précisés ci-après :

- ✓ Dénomination : « Ferme éolienne de la Fontaine du Berger »
- ✓ Date de création de la société : 01 Février 2016
- ✓ Activité : Production d'électricité (code APE 3511Z)
- ✓ Forme juridique : Société par Actions Simplifiée
- ✓ Capital : 20 000 €
- ✓ N° SIRET : TI 817 870 611
- ✓ Adresse du siège social : 20, Avenue de la Paix – 67 000 STRASBOURG

La FERME EOLIENNE DE LA FONTAINE DU BERGER, est une société filiale du groupe VOLKSWIND GmbH qui en est l'actionnaire unique, lui-même détenu à 100 % par le groupe énergétique suisse AXPO.

1.3. CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUÊTE

En application de la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises, ce dernier a adopté l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour certaines installations classées parmi lesquelles figurent les parcs éoliens soumis à autorisation.

Cette expérimentation vise à permettre la délivrance d'un « permis unique » réunissant l'ensemble des autorisations nécessaires à la construction et à l'exploitation des parcs éoliens comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres, à savoir :

- l'autorisation d'exploiter prévue par l'article L. 512-1 du Code de l'environnement,
- le permis de construire prévu par l'article L. 421-1 du Code de l'urbanisme,
- le cas échéant, l'autorisation de défrichement prévue par les articles L. 214-13 et L.341-3 Code forestier,
- l'autorisation d'exploiter prévue par l'article L. 311-1 Code de l'énergie,
- le cas échéant, la dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées prévue par le 4° de l'article L. 411-2 Code de l'environnement,
- l'approbation prévue par l'article L. 323-11 du Code de l'énergie.

Compte tenu de la hauteur des mâts des aérogénérateurs (149 à 165 m) et la nature des activités exercées, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter est nécessaire en vue d'exploiter le parc éolien, conformément au décret n°2011-984 du 23 août 2011 et l'arrêté d'application du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à **autorisation au titre de la rubrique 2980** de la nomenclature des ICPE.

L'enquête se situe dans le cadre juridique défini entre autre par les textes suivants :

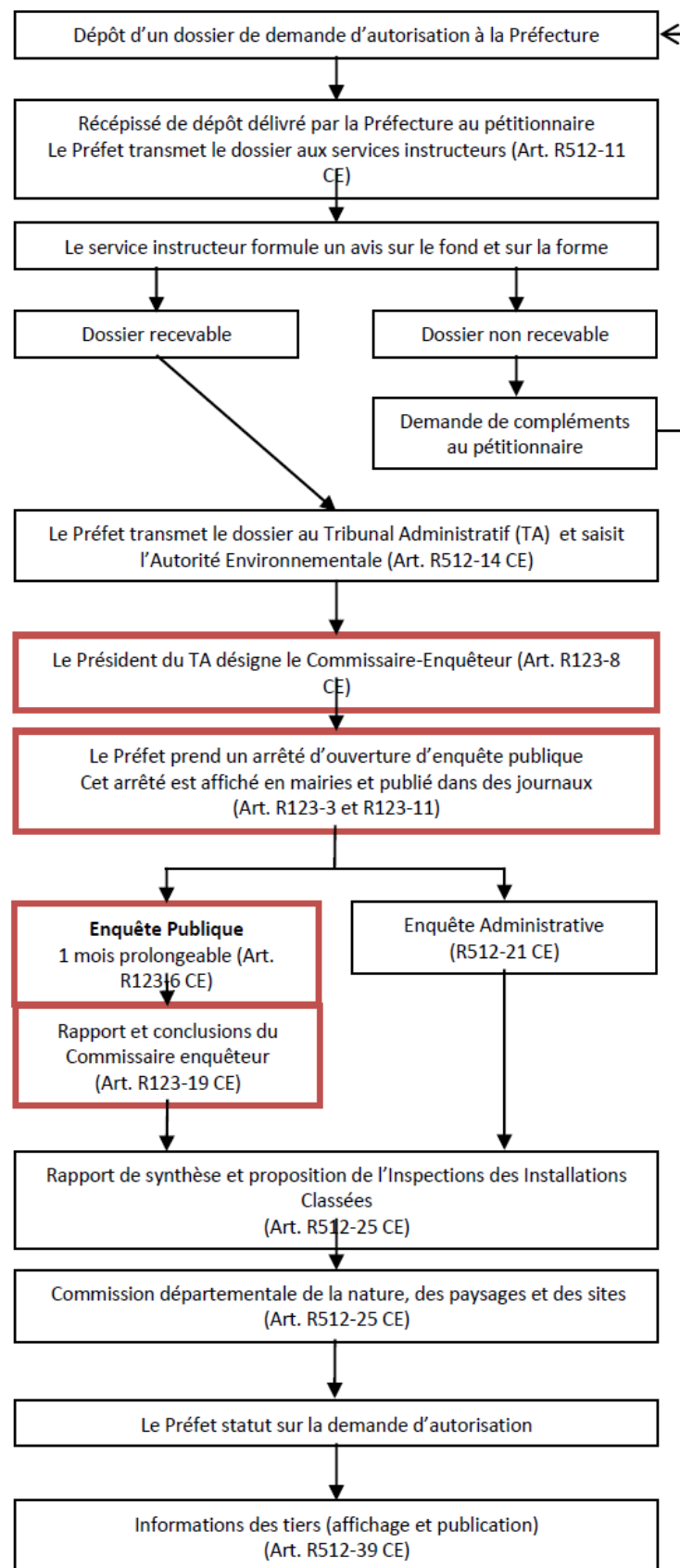
- Le code de l'environnement et ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et R.512-1 et suivants.
- L'ordonnance du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation unique en matière d'ICPE.
- Le décret du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'ICPE.

Nous reprenons ici les rubriques de la nomenclature ICPE dans lesquelles l'installation est rangée, avec un **régime administratif d'autorisation** et rayon d'affichage de 6 kilomètres.

Rubrique ICPE	Désignation des activités	Capacité sur le site	Class Rayon affichage
2980	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m :	Aérogénérateurs de hauteur totale 165 mètres	A 6 Km

1.4. LA PROCEDURE

Nous présentons dans le tableau ci-dessous le synoptique du décret du 2014-450 du 2 mai 2014 montrant la chronologie de la procédure d'autorisation unique en matière d'ICPE.



1.5. DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

Par décision n° E18000075/80 du 7 mai 2018, Monsieur le Président du Tribunal Administratif d'Amiens a désigné :

- Monsieur Michel JORDA, ingénieur (ER) en qualité de commissaire-enquêteur.

1.6. MODALITES DE L'ENQUÊTE

Monsieur le Préfet du département de l'Aisne a publié le 14 mai 2018 un arrêté IC/2018/068 prescrivant une enquête publique unique, dans les formes prescrites par les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et R512-14 et suivants du code de l'environnement, relative à la demande d'autorisation unique d'exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Macquigny présentée par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS.

L'exploitant a déposé un seul dossier afin d'obtenir les autorisations administratives suivantes :

- * Permis de construire au titre du Code de l'Urbanisme,
- * Autorisation d'exploiter une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (I.C.P.E.),
- * Approbation de projet d'ouvrage électrique privé au titre de l'article L323-11 du Code de l'Energie.

L'arrêté indique que cette enquête publique aura lieu du

lundi 11 juin 2018 au mercredi 11 juillet 2018 inclus soit pendant 31 jours consécutifs.

Le siège de l'enquête est fixé en mairie de Macquigny.

Selon l'article 12, les conseils municipaux des communes situées dans un rayon de 6 kilomètres autour du projet, à savoir AUDIGNY, BERNOT, FLAVIGNY-LE-GRAND ET BEURAIN, GUISE, HAUTEVILLE, LANDIFAY ET BERTAIGNEMONT, LE HERIE-LA-VIEVILLE, LESQUIELLES-SAINT-GERMAIN, MACQUIGNY, MONCEAU-LE-NEUF ET FAUCOUZY, MONT-D'ORIGNY, NEUVILLETTE, NOYALES, ORIGNY-SAINT-BENOITE, PARPEVILLE, PLEINE-SELVE, PROIX, PUISIEUX-ET-CLANLIEU ET VADENCOURT sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.

Pour être pris en considération, les avis devront être exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

1.7. DOCUMENTS MIS A LA DISPOSITION DU PUBLIC

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier complet a pu être consulté aux heures d'ouverture de la mairie de Macquigny. Les documents mis à la disposition du public sont repris ci-après :

Dossier Administratif

- ✓ Désignation du Commissaire-Enquêteur par ordonnance n° E18000075/80 du 7 mai 2018 de Monsieur le Président du Tribunal administratif d'Amiens.
- ✓ Arrêté de Monsieur le Préfet de l'Aisne en date du 14 mai 2018 prescrivant la mise à enquête publique.
- ✓ Formalités de publicité et certificats d'affichage.
- ✓ Avis d'enquête publique publié dans 2 journaux régionaux du département de l'Aisne.
- ✓ Avis d'enquête affiché dans les mairies concernées.
- ✓ Registre d'Enquête Publique disponible en mairie de Macquigny.

Dossier Technique

L'ensemble du dossier a été réalisé par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS avec le Concours des bureaux Airele, EREA Ingénierie.

- ✓ **Demande d'autorisation d'exploiter (Pièce n°11 82 pages)** Ce document très important est la demande officielle d'exploiter le parc. Il présente la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS, le projet, sa localisation, les capacités techniques et financières. Un dossier « Compléments à la demande d'autorisation d'exploiter » (**Pièce n°14 21 pages** édition avril 2017) figure également dans les pièces mises à la disposition du public.
- ✓ **Dossier Etude d'impact sur l'environnement Pièce n°1 et son résumé non technique Pièce n°6 (RNT 44 pages)**. L'étude réalisée par Volkswind France présente en **251 pages** :
 - La présentation générale du projet, avec le contexte de l'opération, la présentation de la société Volkswind France, les caractéristiques du projet, sa construction et l'exploitation, la gestion des déchets et le démantèlement en fin d'exploitation,
 - L'état initial de l'environnement du projet,
 - Les effets du projet sur l'environnement, avec étude des impacts temporaires et permanents,
 - Les effets potentiels du projet sur la santé,
 - L'analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus,
 - La justification du choix du projet,
 - La compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes,
 - Les mesures d'évitement, réductrices et compensatoires d'accompagnement,
 - L'analyse de la méthodologie appliquée.
- ✓ **Dossier Expertise paysagère, patrimoniale et touristique (Pièce n°2)**. Réalisée par le bureau AIRELE, cette étude comporte **249 pages** avec une présentation de l'état initial paysager, patrimonial et touristique, analyse des impacts du projet et présentation des mesures ERC (évitement, réduction et Compensation des impacts liés au projet). Le carnet présente environ 75 photomontages dans le périmètre intermédiaire ou éloigné ainsi qu'une étude d'encerclement et de saturation visuelle des communes de Guise, Landifay-et-Bertaignemont, Macquigny et Origny-Sainte-Benoite.

- ✓ Dossier **Volet écologique du projet (Pièce n°3)**. L'étude réalisée par le bureau AIRELE en **147 pages** a pour objet d'identifier les espèces animales et végétales susceptibles de présenter un enjeu écologique dans le cadre du projet éolien.
Les études spécifiques relatives à l'avifaune, aux chiroptères, à la faune terrestre, à la flore et aux habitats naturels, sont le socle de cette analyse, ainsi les objectifs de l'étude sont de :
 - dresser un inventaire des espèces végétales et animales présentes sur le secteur d'étude,
 - évaluer l'intérêt écologique et d'en déduire les contraintes réglementaires potentielles pour le projet,
 - analyser les impacts potentiels du projet sur le milieu naturel,
 - proposer, si nécessaire, des mesures visant, dans un premier temps à éviter, puis à réduire et en dernier ressort à compenser les impacts d'un tel projet suivant les impacts décelés. les études d'impacts requièrent la nécessité d'une bio-évaluation «Faune, Flore, Habitats naturels» afin de dégager l'aménagement le moins préjudiciable à l'environnement naturel.
- ✓ Dossier **Etude d'impact Acoustique (Pièce n°4)**. Cette étude a été réalisée par le cabinet EREA INGENIERIE. En **72 pages**, le document dresse une présentation du site et du projet, le contexte réglementaire, l'état initial et une analyse prévisionnelle avec une estimation des émergences.
- ✓ Dossier **Etude de dangers (Pièce n°9 143 pages)** et son **résumé non technique (Pièce n°10 34 pages)**. Différents scénarii sont envisagés : effondrement de l'éolienne, chute de glace, chute d'éléments de l'éolienne, projection de pale, projection de glace.
- ✓ **Autres documents : Dossier de pièces jointes (Pièce n°5 71 pages)** avec le formulaire CERFA et les conventions signées avec les propriétaires, **Dossier d'architecte (Pièce n°7 43 pages)**, **Note sur la consommation des terres agricoles (Pièce n°8 35 pages)**. Ce document estime la surface agricole grevée par le projet à 5ha 06a 73ca sur une surface agricole utilisée sur le territoire de la commune de Macquigny à 1359ha avant projet.
- ✓ **Fiche descriptive et coordonnées des éoliennes (Pièce n°13)**.
- ✓ **Mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (Pièce n° 15 8 pages)**.
- ✓ **Les plans d'ensemble de chaque éolienne et du poste de livraison à l'échelle 1/1000^{ème}, le plan des abords à l'échelle 1/2500^{ème}, plan à l'échelle 1/2500^{ème}.**
- ✓ Un **sommaire inversé (Pièce n°12)** permettant de retrouver facilement les réponses aux impositions légales.
- ✓ **Pièce ajoutée (7 pages)** au dossier d'enquête le 11 juin 2018 à la **demande du commissaire-enquêteur** et apportant des précisions sur les sujets suivants :
 - Fiabilité économique du rachat de l'électricité,
 - Projet soumis à appel d'offre,
 - Montage financier,
 - Démantèlement,

- Utilisation des terres rares et champs électromagnétiques,
- Distance du projet par rapport aux lieux de vie proches,
- Liste des propriétaires et exploitants concernés par le projet.

Ces 2 derniers points répondent à des questions récurrentes lors d'enquêtes publiques.

Avis du commissaire-enquêteur sur le dossier

Le dossier est complet, bien structuré et présenté, parfaitement lisible mais aussi assez lourd puisque l'ensemble pèse près de 12 kg. Il comporte environ 1200 pages en 15 tomes. Peu de compléments ont été demandés par la DDT, la DREAL ou l'Autorité Environnementale.

Le dossier a probablement été remanié avec un sommaire de l'EI (étude d'impact) non cohérent puisque l'on passe directement du chapitre 3.7. (Synthèse des impacts potentiels du projet sur l'environnement) au chapitre 5 (Analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus). Le chapitre 4 a disparu ?

Le chapitre 7.9 étudie la compatibilité du projet avec le Schéma Régional Eolien sans mentionner que celui-ci a été annulé le 16 juin 2016 par la Cour Administrative d'Appel de Douai. Ce fait important aurait pu être mentionné dans le dossier mis à l'enquête. Cependant, pour les opérateurs éoliens, le SRE résultant de réflexions approfondies reste un guide pour l'installation de machines.

Le pétitionnaire, dans un souci d'information, a établi une note sur la consommation des espaces agricoles estimée ici à 5 hectares. Il est étonnant que la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) n'ait formulé aucun avis.

Cette commission toute récente s'appelle dans l'Aisne la CDPENAF (Commission Départementale Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers). Elle ne s'est pas encore réunie pour aucun projet éolien. La DDT confirme que tout projet éolien doit passer devant cette Commission lorsque la surface agricole consommée est supérieure à 2 ha.

Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe)

Rappelons que « par suite de la décision du Conseil d'État n°400559 du 6 décembre 2017, annulant les dispositions du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient le Préfet de région comme Autorité Environnementale », la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) a émis un avis en date du 17 avril 2018 ne portant pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

L'Autorité Environnementale note que « le lieu d'implantation envisagé pour le projet s'inscrit dans un paysage déjà fortement investi par l'éolien. En effet, au dépôt de la demande d'autorisation et dans un rayon de 20 km autour du projet, 187 aérogénérateurs sont dénombrés. Le projet accentuera l'emprise des éoliennes sur le paysage. Toutefois, l'étude ne met pas en lumière de nouveaux impacts visuels sur et à partir des monuments patrimoniaux.

S'agissant des chiroptères, l'étude d'impact mériterait d'être complétée par des prospections complémentaires avec écoute en altitude et en continu.

Pour l'implantation de deux éoliennes (E01 et E09), il est projeté d'arracher 314 mètres de haies proches de certains mâts et de replanter plus au nord du site un linéaire de 630 mètres de haies.

L'étude d'impact devrait être complétée par une étude de la fonctionnalité des haies détruites en tant qu'habitat et comme éléments fixes du paysage pouvant jouer un rôle, notamment dans la prévention des inondations.

*Enfin, le projet présenté ne respecte pas les préconisations de l'accord sur la conservation des chauves-souris européennes (Eurobats) quant à l'éloignement à conserver avec les boisements et les haies. En effet, **il est recommandé de prévoir une distance d'isolement de 200 mètres entre les éoliennes et les bois ou haies alors que deux éoliennes s'implanteront à environ 150 mètres des haies.** »*

Concernant la prise en compte des paysages, l'Autorité Environnementale note que « *l'impact sur les communes de Guise, Landifay-et-Bertaignemont, Macquigny et Origny-Sainte-Benoîte a été étudié et fait apparaître une saturation du paysage par les éoliennes. L'analyse montre néanmoins que l'impact du parc est à relativiser dans la mesure où l'état initial constitue déjà une situation présentant une saturation paysagère* ».

L'aire d'étude du projet est concernée par plusieurs zonages d'inventaire et de protection dans un rayon de 20 kilomètres :

- Les sites Natura 2000 FR2200387, zone spéciale de conservation « massif forestier du Regnaval » situé 19,5 km au nord-est et FR2210026, zone de protection spéciale « marais d'Isle situé à 19,6 km à l'ouest qui est également une réserve naturelle nationale,
- des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), dont la plus proche, la ZNIEFF de type II n°220220026 « vallée de l'Oise de Hirson à Thourotte » est située à 900 mètres,
- des corridors écologiques et des zones à dominantes humides dont les plus proches sont situés à 900 mètres.

Le site d'implantation n'est pas situé dans un couloir de migration connu de l'avifaune. Par contre, le secteur est concerné par des enjeux forts à très forts pour les Busards cendré et Saint-Martin en période de reproduction.

2. DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 LA CONSULTATION ET LES INFORMATIONS PREALABLES

2.1.1. La concertation préalable

L'article R123-8 du code de l'environnement stipule que : «5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou de la concertation définie à l'article L. 121-16, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision.

Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne. »

Dans le cas présent, le bilan de la concertation préalable avec la population et les élus figure dans le dossier « Etude d'impact sur l'environnement ».

La Mairie a été informée au printemps 2013 de l'intérêt de Volkswind France à développer un projet éolien sur sa commune. Plus tard le conseil municipal de Macquigny a été informé et a donné son accord pour la réalisation d'un projet éolien sur son territoire par délibération à la date du 30 Octobre 2013.

Une exposition a été mise en place par le maître d'ouvrage dans la Mairie de Macquigny du mercredi 3 février au lundi 15 février 2016. Cette exposition était accessible au public pendant les horaires d'ouverture de la mairie. Des permanences ont été organisées à Macquigny le mercredi 03 février de 14h30 à 18h et le lundi 15 février de 9h30 à 11h.

Ces permanences permettaient aux visiteurs de poser leurs questions à un représentant du maître d'ouvrage. Un livre d'or a également été laissé pendant toute la durée de l'exposition afin que les visiteurs puissent y mettre leurs remarques en dehors des permanences.

Les habitants des communes d'implantation du projet ont été informés de la tenue de cette exposition par la distribution toutes boîtes d'une lettre d'information.

Cette exposition avait pour but de présenter les principales études menées pour la constitution de l'étude d'impact, répondre à différentes questions intéressant la population locale, présenter la société Volkswind et ses méthodes de travail et expliquer le déroulement du chantier de construction.

2.1.2. La consultation administrative

Aucune consultation administrative n'est prévue par les textes, seul l'avis de l'autorité environnementale a été joint au dossier soumis à enquête publique (art R214-8 du code de l'environnement).

Le pétitionnaire a cependant reçu les avis suivants :

- ✎ RTE mentionne dans son courrier en date du 22 Octobre 2012 qu'aucun réseau ou ouvrage relevant de leur exploitation n'est concerné par le projet de Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger.
- ✎ Par courrier en date du 12 Décembre 2012, ERDF précise que des branchements sans-affleurant et aéro-souterrain sont susceptibles d'être présents sur la zone d'étude,

- ✚ L'Agence Régionale de Santé indique qu'il n'y a pas de captage d'eau potable à proximité de la zone de projet,
- ✚ La Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) de Picardie a émis un avis favorable en date du 17 Octobre 2012,
- ✚ La Zone Aérienne de Défense Nord de l'Armée de l'Air a été consultée sur la zone d'étude. En date du 10 Septembre 2013, elle a spécifié que la zone du projet se situait dans un faisceau hertzien de la Gendarmerie Nationale ainsi qu'un faisceau hertzien de la DIRISI (Direction Interarmées des Réseaux d'Infrastructures et des Systèmes d'Information de la Défense),
- ✚ Le SDIS dans son avis favorable en date du 25/10/16 a émis plusieurs observations ou recommandations que le lecteur retrouvera page 91 de l'Etude d'Impact.

2.2. PUBLICITE DE L'ENQUÊTE

2.2.1. Les affichages légaux en mairie

L'arrêté du 24 avril 2012 fixe les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du Code de l'environnement, publié au Journal Officiel du 4 mai.

Les affichages légaux ont été effectués sur les panneaux administratifs des communes concernées par cette enquête par les soins des maires. Ceux-ci doivent certifier l'affichage par retour du certificat vers la préfecture.

Je me suis personnellement assuré du bon affichage de l'avis d'enquête sur les panneaux des 19 mairies concernées le 29 mai 2018. L'affichage était conforme dans 17 mairies et 2 anomalies ont été relevées :

- ✚ Mairie d'Audigny : l'avis d'enquête était absent. Comme la mairie était ouverte, j'ai rencontré le maire de cette commune qui allait procéder immédiatement à la mise en place de l'avis.
- ✚ Mairie de Landifay et Bertaignemont : l'arrêté préfectoral était affiché en lieu et place de l'avis d'enquête. Après un contact avec cette mairie le 30 mai 2018, l'affichage légal a été régularisé.

2.2.2. Les affichages légaux sur les voies d'accès au projet

L'article 3 de l'arrêté préfectoral stipule que *« l'avis sera affiché par le demandeur, de façon visible depuis la voie publique, sur des panneaux disposés sur chacune des voies d'accès aux terrains, objet de la demande. L'avis devra être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 »*.

Cet affichage a été constaté par huissier de justice le vendredi 25 mai 2018 mais le commissaire-enquêteur a constaté son absence le lundi 28 mai 2018.

Lors de ma rencontre avec le pétitionnaire, Monsieur TROUART m'a remis une carte d'implantation des panneaux sur les voies d'accès au projet et m'a informé du vol des panneaux probablement le 28 mai. Monsieur TROUART a remis ces panneaux en place ce 31 mai.

Le 15 juin 2018, j'ai reçu le courriel ci-après :

« Je vous informe que les 2 panneaux bois portant l'affichage sur fond jaune d'enquête-publique (comme en PJ1) situés de part et d'autre du carrefour à la Jonqueuse (comme indiqué par la croix dans la PJ2) et d'abord posés le 25/05/2018 par mes soins, ont été volés courant de journée le 28/05/2018 (selon M. le Maire de Macquigny).

Comme je vous l'ai indiqué le 31/05/2018 lors de notre rencontre, j'ai procédé à un nouvel affichage ce même 31/05/2018 aux mêmes endroits pour remplacer les 2 panneaux subtilisés (les enfonçant plus profondément avec l'aide d'un membre du Conseil Municipal de Macquigny). M. le Maire m'a alors signalé début de semaine 24 que les 2 panneaux avaient été volés à nouveau.

Je vais donc faire procéder par un prestataire extérieur à la pose de 2 panneaux en alu sur poteau métal ancrés et bétonnés aux mêmes endroits dans le sol courant de semaine prochaine. Par ailleurs, un dépôt de plainte en gendarmerie va être fait. »

Une plainte a effectivement été déposée par le pétitionnaire le 21 juin 2018 à la gendarmerie de Guise, le récépissé de dépôt de plainte figure dans le dossier « Annexes ».

Le commissaire-enquêteur a constaté la présence des panneaux, solidement ancrés avec du béton dans le sol, lors de la permanence du 30 juin 2018.

L'avis d'enquête est parfaitement visible depuis la route, il n'est pas caché dans de hautes herbes. Bien évidemment, la lecture de cet avis nécessite de garer son véhicule sur le bas côté avec les risques que cela suppose (*La loi n'impose pas la création d'une aire de stationnement aux abords des panneaux sur les voies d'accès au projet !*).

2.2.3. Les parutions dans les journaux

Selon l'article R 123-11 du code de l'environnement, « *un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés* ».

L'enquête a débuté le lundi 11 juin 2018, les dates limites de publication étaient avant le dimanche 27 mai 2018 pour la première insertion et avant le lundi 18 juin 2018 pour le rappel.

1° insertion

L'Aisne Nouvelle édition du 24 mai 2018

L'Union Aisne édition du 24 mai 2018

2° insertion

L'Aisne Nouvelle édition du 12 juin 2018

L'Union Aisne édition du 12 juin 2018

Les services de la DDT de Laon possèdent une copie des journaux dans lesquels figuraient ces annonces légales, une copie en a été transmise au commissaire-enquêteur par courriel.

L'avis d'enquête était disponible sur le site de la Préfecture de l'Aisne à l'adresse suivante : <http://www.aisne.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement/Les-ICPE-soumises-a-autorisation/Tableau-ICPE-Annee-2018>

La totalité du dossier objet de l'enquête était disponible également à cette adresse.

Les mesures de publicité légale ont donc bien été respectées.

2.2.4. Autres mesures de publicité

Afin de favoriser la participation du public, Monsieur le Maire de Macquigny a fait distribuer dans toutes les boîtes aux lettres des habitants de la commune une copie de l'avis d'enquête au format A5 afin de rappeler les dates de permanence de cette enquête.

2.3. RENCONTRE AVEC L'AUTORITE ORGANISATRICE DE L'ENQUÊTE

Une réunion entre le commissaire-enquêteur et Madame POULLE a été organisée le jeudi 17 mai 2018 dans les locaux de la DDT Aisne de Laon.

Le but de celle-ci était de finaliser les détails de l'enquête et récupérer le dossier d'enquête. Celui-ci a été remis au commissaire-enquêteur sous forme « papier » et « CD ».

Concernant la dématérialisation de l'enquête publique, conformément à l'ordonnance 2016-1060 du 3 août 2016, le public est en mesure d'adresser ses observations et propositions par courriel envoyé à l'adresse suivante :

ddt-participation-public-icpe@aisne.gouv.fr

Les observations recueillies seront envoyées au siège de l'enquête et transmises au commissaire-enquêteur dans les meilleurs délais.

Les dates de permanence ont été fixées par échange de courriels avec la DDT dans le courant du mois de mai.

2.4. RENCONTRE AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Rencontre en mairie de Macquigny le jeudi 31 mai 2018

Après avoir pris contact avec Monsieur Florian MATHIEU en charge du dossier pour la société VOLKSWIND France (Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS), une réunion de présentation du projet a été programmée pour le jeudi 31 mai 2018 à 10 heures. Celle-ci s'est tenue en mairie de Macquigny en présence de Monsieur PASEK Pierre, maire de Macquigny.

La société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS était représentée par Monsieur Jean Baptiste TROUART –Chef de projet et responsable de l'antenne d'Amiens- et par Monsieur Florian MATHIEU – chargé d'études.

Le commissaire-enquêteur a demandé au pétitionnaire de fournir un **tableau reprenant les noms** des propriétaires et exploitants concernés par le projet ainsi que la **distance du projet** par rapport aux habitations. Ce type de précision est récurrent dans chaque enquête et un tableau est le meilleur moyen de renseigner rapidement les administrés qui viennent consulter le dossier lors des permanences.

Le commissaire-enquêteur a souhaité recevoir des précisions concernant le business plan : celui-ci mentionne le rachat d'électricité à un prix variable de 6,88 à 7,67 c€/KWh alors que dans d'autres enquêtes, le tarif de rachat est assuré pendant 10 ans au prix de 8,2 c€/KWh puis à un tarif variable de 2,8 à 8,2 c€/KWh.

D'autres questions ont été évoquées également : présence ou non de terres rares dans les circuits magnétiques des alternateurs, mise à jour de la concertation préalable, facteur de charge de l'installation, démantèlement de parcs éoliens exploités par le pétitionnaire depuis 1993. Cette question est restée en suspens mais sera de nouveau demandée au porteur de projet. La question était pourtant relativement simple : *«Volkswind exploite des parcs éoliens depuis 1993 en Allemagne : sachant que la durée de vie d'un parc est de 20 à 25 ans, quels parcs ont été démantelés par Volkswind ? »*

Une visite sur le terrain a permis ensuite de visualiser l'environnement du projet, le relief et les accès au site.

Suite à cette réunion, le pétitionnaire a envoyé au commissaire-enquêteur le 8 juin 2018 une note en 6 pages qui a été mise à la disposition du public comme une pièce supplémentaire du dossier et disponible pendant toute la durée de l'enquête. Cette note est reportée dans le document ANNEXE et a fait l'objet de l'établissement d'un bordereau de réception.

2.5. PERMANENCES

En dehors des permanences, le public a pu consulter en mairie aux heures d'ouverture le dossier concernant la demande d'autorisation unique d'exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de Macquigny présentée par la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS. J'ai rappelé cette possibilité à de nombreux administrés car plusieurs personnes pensent que le dossier n'est consultable que lors des permanences.

Les observations, propositions, pétitions, courriels ou courriers sont référencés par la suite en caractère ***Gras Italique***. Le lecteur pourra retrouver l'intégralité de ceux-ci dans le document Annexe et un résumé synthétique dans le chapitre Analyse des observations.

Permanence du lundi 11 juin 2018 en mairie de Macquigny

Ouverture de l'enquête, permanence de 09 :00 à 12 :00 en mairie de Macquigny.

J'ai été accueilli en mairie par Monsieur Pierre PASEK maire de cette commune et installé dans la salle du conseil municipal donnant directement sur la rue principale. La mairie dispose d'une rampe permettant l'accès des personnes handicapées ou à mobilité réduite. La salle est suffisamment vaste, permettant d'accueillir une dizaine de personnes environ. Les dossiers ont pu être étalés sur la grande table pour une lecture facile.

Aucune visite au cours de la permanence.

Permanence du mardi 19 juin 2018 en mairie de Macquigny

Permanence de 14 :00 à 17 :00

Le registre d'enquête contient 4 observations déposées le 15 juin 2018 par :

- ✓ Madame Christelle BUIRONFOSSE **(R1)**
- ✓ Madame Bernadette PICARD **(R2)**
- ✓ Madame Rose TRICOTEAUX **(R3)**

Toutes ces personnes habitent la commune de Macquigny.

Observation déposée le 16 juin 2018 par :

- ✓ Madame Aude GODFRIND habitante également Macquigny. **(R4)**

Au cours de la permanence, Madame CATTEAU Jacqueline et Monsieur BRULANT sont venus consulter le dossier.

Observations recueillies au cours de la permanence :

- ✓ Madame Jacqueline CATTEAU. **(R5)**
- ✓ Madame DEBADIER – CAILLE, déléguée de la SPPEF. **(R7)** L'observation est accompagnée des documents suivants :
 - ✎ copie de photo aérienne GéoPortail donnant les distances entre éolienne E1 et le cimetière de la Désolation, distance entre éolienne E2 et le château fort de Guise et la distance entre l'éolienne E3 et le Familistère de Guise.
 - ✎ Copie de la page internet du site de la SPPEF intitulé « Eolien terrestre : NON à l'anarchie, OUI à une réflexion nouvelle ».
 - ✎ Copie de la page internet du site de la SPPEF « Editorial d'Alexandre Gady, Président de Sites & Monuments ».
- ✓ Observation orale de Monsieur Jean GODFRIND qui juge que les éoliennes E3 et E6 sont trop près de sa parcelle D11. En conséquence, il demande l'éloignement de ces machines d'une distance d'au moins 30 mètres. Il demande également des explications complémentaires au sujet du terme « pétitionnaire ». **(P6)**

Permanence du samedi 30 juin 2018 en mairie de Macquigny

Permanence de 9 :00 à 12 :00

Consultation du dossier par Monsieur Jean GODFRIND et par Monsieur David MAILLARD, tous deux habitants la commune de Macquigny.

Observations recueillies durant la permanence :

- ✓ Monsieur Eric BREFORT de Macquigny. **(R8)**
- ✓ Monsieur Mathieu SENEGAS habitant Landifay-et-Bertaignemont. **(R10)**

Observation recueillie sur le site internet de la DDT :

- ✓ Le 27 juin 2018, le commissaire-enquêteur reçoit un courriel de la DDT Aisne avec en pièce jointe une observation de 2 pages émise par Monsieur Michel DESPLANCHES de Villeurbanne. **(I9)** L'observation est accompagnée d'une copie du rapport de la Cour des Comptes datant de mars 2018 (117 pages) : ce rapport n'est pas repris ici, mais il est disponible sur le site : <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-04/20180418-rapport-soutien-energies-renouvelables.pdf>
- ✓ Le 3 juillet 2018, j'ai reçu un courriel de la DDT émis par Monsieur et Madame BERTRAND habitants la commune de Lappion. **(I11)** Ces personnes émettent un avis favorable sur le projet.

Permanence du jeudi 5 juillet 2018 en mairie de Macquigny

Permanence de 14 :00 à 17 :00

- ✓ Réception dans la boîte aux lettres de la mairie d'un courrier de 1 page envoyé par Monsieur MAILLARD David habitant de Macquigny. **(C12)**

Madame BERNADEAU Valérie se présente en mairie lors de la permanence et entame une déclaration liminaire mettant en cause l'impartialité du commissaire-enquêteur :

*« Lors d'une précédente enquête dans la région, vous avez émis un avis favorable car vous êtes pro-éolien.
Vous avez été choisi par le préfet pour conduire cette enquête car vous allez donner un avis favorable.
D'ailleurs, l'énergie éolienne ne sert que les intérêts des promoteurs et des hommes politiques, tous corrompus. »*

Madame BERNARDEAU entend porter plainte contre le préfet et déposer une plainte au Tribunal Administratif.

J'ai expliqué à Madame BERNARDEAU que le préfet n'a rien à voir dans la désignation du commissaire-enquêteur puisqu'en la matière, c'est le Tribunal Administratif qui est compétent.
Le plus grave est d'avoir mis mon impartialité en cause du fait d'avis favorables émis lors d'autres enquêtes éoliennes dans la région.

- ✓ Dépôt sur le registre d'une observation de Madame BERNARDEAU. **(R13)**
- ✓ Observation écrite de Madame BOUTILLAT Carole habitante de Landifay. **(R14)**

Permanence du mercredi 11 juillet 2018 en mairie de Macquigny

Permanence de 14 :00 à 17 :00

- ✓ En date du 9 juillet 2018, j'ai reçu un courriel reçu sur l'adresse électronique de la DDT et émis par Monsieur et Madame LETITRE d'Audigny. **(I17)**

Le registre d'enquête contient 2 observations déposées par:

- ✓ Monsieur RATTE Marc de Macquigny le 7 juillet 2018. **(R15)**
- ✓ Monsieur PASEK Pierre de Macquigny le 10 juillet 2018. **(R16)**

Observations enregistrées pendant la permanence :

- ✓ Mademoiselle PICARD Emmanuelle de Bernot. **(R18)**
- ✓ Monsieur Philippe HUTIN 618 rue de l'Etang Audigny. Monsieur Hutin est conseiller municipal de cette commune et habite le château de l'Etang. Il joint à ses observations 4 pièces. **(R21)**

Réception de courriers durant la permanence :

- ✓ Lettre de 1 page de Madame Marie Odile LEQUEUX habitante d'Audigny. **(C19)**
- ✓ Document de 2 pages A3 de Monsieur Jean Louis DOUCY de Parpeville. **(C20)**

Clôture de l'enquête à 17 heures précises en présence de Monsieur PASEK Pierre, maire de Macquigny.

2.6. Visite du site et dans le périmètre immédiat

Le 10 juillet 2018, je me suis rendu dans la région afin d'évaluer l'impact du projet sur les monuments de la ville de Guise et sur le cimetière de la Désolation.

Depuis l'intérieur du château de Guise (et notamment du donjon), le parc ne sera pas visible depuis ce monument car le relief cachera le projet. Les machines du parc de la Mutte, en cours d'installation, n'étaient pas visibles.

Je me suis ensuite rendu au cimetière militaire dit de la Désolation au bord de la CD 946 à Flavigny-le-Petit. La nécropole est entourée d'arbres et arbustes qui masquent la ligne de crête. Il faut se déporter sur la gauche de l'entrée pour effectivement apercevoir au loin les parcs de Mont-d'Origny et le parc de la Mutte en construction.



Vue depuis la gauche de la nécropole



En augmentant la focale, on aperçoit les éoliennes

2.7. RECUEIL DU REGISTRE

L'enquête s'est terminée le mercredi 11 juillet 2018 à 17 heures précises en présence de Monsieur PASEK maire de Macquigny. J'ai ainsi récupéré le registre d'enquête après l'avoir clôturé ainsi que le dossier complet mis à l'enquête pour remise aux services de la DDT, conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral.

2.8. CONVOCATION DU PETITIONNAIRE

Le 3 juillet 2018, le commissaire-enquêteur demande à Monsieur Jean-Baptiste TROUART, en charge du dossier pour le pétitionnaire, de bien vouloir réserver le mardi 17 juillet 2018 afin de recueillir les observations, propositions et contre-propositions émises par le public, conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral. Monsieur TROUART n'étant pas disponible pour cette date, c'est Monsieur Florian MATHIEU Chargé d'études pour ce projet qui se rendra à notre convocation.

Le mardi 17 juillet 2018, à 10 heures précises, le commissaire-enquêteur a reçu le pétitionnaire en mairie de Macquigny, siège de l'enquête.

Un procès verbal de remise de documents (Annexe n°1) a été signé entre le commissaire-enquêteur et Monsieur MATHIEU, un document de synthèse des observations et des délibérations des Conseils Municipaux lui a également été remis. Ainsi que mentionné à l'article 9 de l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018, le pétitionnaire dispose d'un délai de 15 jours pour produire un mémoire en réponse soit jusqu'au 2 août 2018.

2.9. MEMOIRE EN REPONSE

Le 30 juillet 2018, le commissaire-enquêteur a reçu un courriel de Monsieur Florian MATHIEU – Chargé d'études pour la société VOLKSWIND France comportant en pièce jointe le mémoire en réponse du demandeur.

Ce mémoire en réponse de 38 pages est annexé au présent rapport d'enquête.

Le maître d'ouvrage fait parvenir ce même jour, par courrier recommandé avec accusé de réception, à l'adresse personnelle du commissaire-enquêteur 2 exemplaires papier de ce mémoire. Cette réception a été effective le 1^{er} août 2018.

Le commissaire-enquêteur note, de la part du maître d'ouvrage, le respect du délai imparti pour la remise de ce mémoire.

2.10. LE CLIMAT DE L'ENQUÊTE

L'enquête s'est déroulée dans un climat serein, sans aucune animosité. La participation du public a été faible, pour ne pas dire très faible car peu de personnes se sont mobilisées afin de prendre connaissance du dossier. Au total, il a été recueilli 21 observations ou propositions. Les participants

m'ont fait part de leur point de vue, les échanges ont été courtois **à l'exception d'une personne qui a violemment mis en cause mon impartialité.**

Cette désaffection peut s'expliquer aussi par le fait que ce projet a déjà fait l'objet d'une enquête publique en octobre 2017. A cette époque, 19 observations avaient été recueillies.

D'autres personnes, sans consulter le dossier avaient déjà une opinion, non pas au sujet du projet mais plutôt sur l'éolien d'une façon générale, qu'elle soit positive ou négative.

Quelques personnes ont exprimé leur crainte de voir les paysages du département et de la région Hauts de France saturés par des éoliennes, jugeant qu'il y a trop de parcs éoliens et peu d'espaces de respiration.

3. ANALYSE DES OBSERVATIONS EMISES PAR LE PUBLIC

3.1 LES OBSERVATIONS ET COURRIERS RECUEILLIS

Les observations, remarques, propositions et contre propositions enregistrées sur le registre d'enquête ont été notées « R », les remarques orales ou verbales « P », les courriels reçus par la DDT sur le site internet dédié « I » et les courriers et lettres « C ».

Observations recueillies lors de l'enquête publique

Nombre Observations écrites sur registre R	Nombre Observations verbales P	Internet I	Courriers reçus C	Total Observations
14	1	3	3	21

3.1.1. Observations recueillies

Date	Auteur	Observation enregistrée sur registre ou courrier	Avis	N° Ordre
15/06/18	Mme Buironfosse	Ni pour ni contre le projet	Non explicite	R1
15/06/18	Mme Picard		Favorable	R2
15/06/18	Mme Tricoteaux	Non opposée	Non explicite	R3
16/06/18	Mme Godfrind	Les énergies renouvelables sont une alternative au nucléaire.	Favorable	R4
19/06/18	Mme Catteau		Favorable	R5
19/06/18	M. Godfrind	Demande l'éloignement des machines E3 et E6 par rapport à sa parcelle D11. Refuse d'être mis à contribution pour la réfection des chemins.	Non explicite	P6
19/06/18	Mme Debadier Caille	Déléguee de la SPEFF, Mme Debadier déplore la proximité du parc avec le château de Guise, le cimetière de la Désolation. Elle souligne le risque pour la santé et le bien-être des personnes, les risques pour les oiseaux et chauve-souris.	Défavorable	R7
30/06/18	M. Brefort		Favorable	R8
27/06/18	M. Desplanches Villeurbanne	Après étude du dossier, il note les points suivants : La hauteur démesurée des machines (164 mètres pour 9 d'entre-elles) à une distance de 665 mètres de la ferme de Bertaignemont. Il demande au commissaire-enquêteur de suggérer au préfet une distance respectant mieux les populations. L'encerclement de la ville de Guise par les parcs existants ou à venir. 600 mètres de route départementale sont dans l'emprise des 500 mètres de rayon dans lequel une chute de pale est possible. Il suggère donc la suppression ou l'éloignement des machines E06 et E10. Il met en doute le sérieux de l'étude acoustique et le suivi par l'état de l'efficacité d'un plan de bridage nocturne. Il propose la mise en place d'un comité de suivi. Il propose de supprimer ou d'éloigner les machines E01 et E09 plutôt que d'arracher des haies pour en replanter d'autres qui seront encore trop près des éoliennes.	Défavorable	I9

		<p>Il rappelle que le projet, vu sa puissance, sera soumis à appel d'offre.</p> <p>« Ce dossier, déjà présenté à l'enquête publique en novembre 2017, avait reçu un « Avis favorable » avec réserves motivées de suppression de 5 éoliennes : il n'y a aucune raison de revenir sur ces conclusions, au vu de la quasi absence de modifications au dossier. »</p> <p>Monsieur Desplanches a joint à son courrier le rapport de 117 pages de la Cour des Comptes intitulé « Le soutien aux énergies renouvelables » édité en mars 2018.</p>		
30/06/18	M. Senegas	Contre ce projet car il y en a trop. D'où vient l'argent et où va aller ce que l'on va payer ... Si cela doit se faire, demandez de grosses compensations pour les communes	Défavorable	R10
02/07/18	M. Mme Bertrand	transmettent leur soutien positif à ce projet. Ils apprécient l'éloignement du centre bourg	Favorable	I11
02/07/18	M. Maillard	<p>Q1 Environ 1% de l'électricité produite provient des éoliennes. Est-ce que ce 1% vaut la peine de construire des éoliennes sachant que celles-ci amènent une pollution visuelle du paysage ?</p> <p>Q2 Pensez-vous réaliser des éoliennes d'une couleur permettant de mieux se confondre au paysage ?</p> <p>Q3 Le nombre d'éoliennes permettra-t-il de baisser le prix de l'électricité ?</p> <p>Q4 Quelles sont les raisons prouvant l'utilité des éoliennes sachant qu'elles ne servent qu'à produire 1% de l'électricité ?</p> <p>Q5 Qui est propriétaire des éoliennes, qui est chargé de leur entretien, pendant combien de temps ?</p> <p>Q6 Une éolienne est-elle recyclable ?</p> <p>Q7 Combien de famille moyenne de 4 personnes une éolienne peut-elle fournir d'électricité ?</p> <p>Q8 Qui construit et quelle entreprise pose ces éoliennes ?</p>	Non exprimé	C12
05/07/18	Mme Bernardeau	<p>« SOS danger éolien</p> <p>Il est absolument inadmissible qu'on ne puisse pas se défendre de cette invasion éolienne. Les enquêtes publiques ne servent à rien.</p> <p>Nous sommes dans une dictature !!!</p> <p>L'association va porter plainte contre le préfet pour mise en danger volontaire de la vie d'autrui.</p> <p>Nous réclamons depuis très longtemps une étude épidémiologique sur les infrasons.</p> <p>Nous découvrons de plus en plus de gens malades.</p> <p>Nous allons porter plainte contre le préfet pour l'invasion éolienne qu'il nous fait subir : le préfet signe TOUS les projets alors qu'il y a sur-densification.</p> <p>Le château de Guise est complètement encerclé.</p> <p>Nous allons porter plainte contre le préfet pour non respect des monuments historiques complètement encerclés.</p> <p>Nous allons porter plainte contre le préfet pour les gens qui se retrouvent à 500 m. des éoliennes et ne peuvent plus dormir et subissent des milliers de flashes. Nos maisons vont dévaluer et nous serons obligés de continuer à payer les impôts locaux.</p> <p>VICTIMES</p> <p>P.S. inadmissible d'installer des éoliennes sur un site de mémoire où des milliers de soldats sont enterrés dans les terres agricoles.</p> <p>A Soissons, pas d'éoliennes à 20 Km à la ronde du site de mémoire.</p> <p>A Verdun, aucune éolienne à 20 Km autour du site de mémoire.</p> <p>Les éoliennes très proches du cimetière de la désolation vont être bien entendu autorisées.</p> <p>Nous porterons plainte contre le préfet pour choisir le commissaire-enquêteur Mr. Jorda qui a été choisi pour tous les parcs éoliens et le poste source (nous allons porter plainte contre le tribunal administratif à ce sujet) et qui a à chaque fois donné des avis favorables.</p> <p>Je tiens à signaler que l'ancienne enquête publique de Macquigny avait un avis défavorable.</p> <p>BERNARDEAU</p>	Défavorable	R13

		P.S. Le parc de Macquigny est sur un couloir migratoire ! 150 cigognes se sont posées à Le Hérie au mois d'août 17 »		
05/07/18	Mme Boutillat	<p>Demande un moratoire au sujet des implantations d'éoliennes.</p> <p>Quel est le coût d'investissement des éoliennes ? Avec quelles subventions ? A quel coût est fabriquée l'électricité produite par les éoliennes ? Leur mise en place est obscure quant aux bénéficiaires (gains financiers présents) Leur démontage dont le provisionnement est dérisoire (50 000 euros). L'accès à l'information n'est pas facilité, c'est le moins que l'on puisse dire !! Peut-on avoir des preuves de l'aspect écologique des éoliennes ? L'envahissement de notre région par ces machines nous pousse à penser que seule une action collective pourrait stopper ce fléau !! ou un référendum local ?? Bref, je suis contre y compris pour la nuisance lumineuse, l'envahissement visuel, l'angoisse d'enfermement etc...</p>	Défavorable	R14
07/07/18	M. Ratte	<p>Favorable à l'installation, du parc éolien sur la commune de Macquigny.</p> <p>Visuellement, il juge que ce n'est pas plus moche que certains monuments historiques laissés à l'abandon (églises, châteaux) malgré les associations de défense du patrimoine.</p> <p>Pour la faune, pratiquant la chasse, il n'y a aucun changement sur les couloirs migratoires.</p>	Favorable	R15
10/07/18	M. Pasek	Je suis favorable à l'installation du parc éolien sur la commune de Macquigny.	Favorable	R16
06/07/18	M. Mme Letitre	<p>Les éoliennes défigurent la Thiérache, mais aussi les paysages de France.</p> <p>Ces éoliennes poussent plus rapidement que les arbres, elles remplacent des KM² de terre cultivable sans parler des accès routiers en plein champs. Ces accès sont en meilleur état que nos routes de campagne !</p> <p>Alors que l'on parle de pollution visuelle et lumineuse en ville, nos campagnes ressemblent à des discothèques, grâce aux flashes qu'émettent ces éoliennes. Elles sont bruyantes, empêchent la bonne réception de la TV, interfèrent dans la géo localisation des GPS notamment des tracteurs. »</p> <p>Ils doutent que les machines raccordées au réseau plusieurs années plus tard soient une solution durable et écologique. Le transport des éléments nécessitent des convois exceptionnels avec des aménagements sur les ronds-points et élagage des arbres gênants.</p> <p>Le problème est l'incitation financière qui découle de ces installations. Dans 20 ou 25 ans, on dira que c'est un scandale d'État que d'avoir défiguré la France pour si peu d'avantage.</p> <p>En conclusion, je me doute que ce mail ne va rien changer, il y a trop d'argent, de corruption.... en jeu. Je ne vote pas écolo mais j'ai tout de même la fibre et je pense surtout à mes enfants.»</p>	Défavorable	I17
11/07/18	Mlle Picard	<p>L'énergie éolienne est une énergie renouvelable qui ne nécessite aucun carburant, ne crée pas de gaz à effet de serre et participe à long terme au maintien de la biodiversité des milieux naturels.</p> <p>Concernant le paysage, nous sommes déjà dans une zone éolienne, la continuité des parcs est logique. Les riverains ne seront pas touchés par des problèmes de bruit.</p> <p>Concernant les retombées financières, la communauté de communes a voté la répartition suivante : 55% à l'intercommunalité, et 45% pour la commune d'implantation, ce qui permettra le financement de la restauration de notre église, par exemple.</p>	Favorable	R18

11/07/18	Mme Lequeux	L'électricité est indispensable, il faut trouver une solution au nucléaire. L'énergie renouvelable en est une, et l'éolien en fait partie. Je suis donc favorable au projet	Favorable	C19
11/07/18	M. Doucy	<p>Monsieur Doucy formule les remarques suivantes :</p> <p>« Le carnet de photomontage est un élément important du dossier. Il regrette que les services de l'état et les tribunaux ne disposent pas des moyens techniques et humains pour réaliser les simulations. »</p> <p>Monsieur Doucy a comparé certains photomontages avec la réalité après installation des machines.</p> <p>Concernant le volet paysager, Monsieur Doucy pose au commissaire-enquêteur la question « Accepterait-il, pour lui et ses enfants, de vivre dans un environnement tel celui d'Origny-Sainte-Benoite ? ».</p> <p>« L'impact sur les paysages des machines déjà construites (50% des permis accordés) est considérable. Est-il concevable de continuer ces implantations au mépris des habitants, de leur santé et de leur qualité de vie ? Quelles conséquences sur l'avenir du département de l'Aisne sachant que le tourisme constitue un axe fort de développement ?</p> <p>Monsieur Doucy souligne les incohérences du business plan. Il note que la provision pour le démantèlement ne sera constituée qu'en cours d'exploitation ce qui accroît le risque pour les propriétaires des terrains en cas de défaillance de la société et paraît être en contradiction avec les textes réglementaires.</p> <p>Il se pose des questions sur l'intérêt de l'éolien incapable de pouvoir se substituer à la production d'énergie nucléaire.</p>	Défavorable	C20
11/07/18	M. Hutin	<p>Malgré l'arrêt de l'encerclement de la ville de Guise par l'ancien préfet, nous constatons la construction des parcs de Puisieux et Clanlieu et de la Mutte. L'impact est trop important pour le village d'Audigny avec des éoliennes dont la hauteur défie tout bon sens. L'impact sur la santé des riverains est très accentué par des machines de 3,6 MW. (voir la pièce n°4 sur les sites internet donnant des preuves scientifiques sur les méfaits des infra sons à long terme).</p> <p>Impact sur la valeur immobilière des habitations.</p> <p>Massacre des paysages à 360° sur les points hauts, avec des feux blancs et rouges visibles à plus de 10 Km.</p> <p>Les prises illégales d'intérêt ne sont pas poursuivies ; la Thiérache est-elle une zone de non droit ?</p> <p>M. Xavier Bertrand a demandé l'arrêt de l'implantation car notre région est à 130% des prévisions d'installation d'éoliennes.</p> <p>La région Hauts de France est devenue la 1° région éolienne de France, alors que la 2° ressource est le tourisme.</p> <p>Il est temps de revenir à la raison pour sauver ce qui reste à sauver pour les monuments historiques directement touchés par ce projet. »</p>	Défavorable	R21

Sur un total de 21 observations déposées par le public, 9 sont favorables au projet, 8 sont défavorables et 4 sont non exprimées.

Le tableau ci-après présente les points particuliers évoqués par les personnes ayant déposé des observations au cours de l'enquête publique. Le classement de ces points particuliers permet d'établir une hiérarchie des préoccupations du public reprises dans le paragraphe 3.2

N° Ordre	NOM	Pour le projet	Contre le projet	Densification	Nuisances sonores	Nuisances lumineuses	Impact sur les paysages	Impact sur la santé	Encerclément villages	Impact sur l'immobilier	Impact emploi	Impact retombées financières	Impact faune et flore	Impact sur le climat	Mix énergétique	Mesures compensatoires	consommation terres agricoles	Démantèlement	Impact sur le tourisme	Divers
R1	Mme Buironfosse																		1	
R2	Mme Picard	1																		
R3	Mme Tricoteaux																			
R4	Mme Godfrind	1																		
R5	Mme Catteau	1																		
P6	M. Godfrind																		1	
R7	Mme Debadier		1			1	1				1						1			
R8	M. Brefort	1																		
I9	M. Desplanches		1	1	1			1			1									
R10	M. Senegas		1																	
I11	M. Mme Bertrand	1																		
C12	M. Maillard					1							1						1	
R13	Mme Bernardeau		1	1	1	1	1				1									
R14	Mme Boutillat		1										1				1		1	
R15	M. Ratte	1																		
R16	M. Pasek	1																		
I17	M. Mme Letitre		1		1	1										1			1	
R18	Mlle Picard	1				1							1							
C19	Mme Lequeux	1											1							
C20	M. Doucy		1	1		1	1			1			1				1			
R21	M. Hutin		1	1		1	1	1	1									1		
		9	8	4	3	3	6	3	2	1	0	1	3	0	5	0	1	3	1	5

3.1.2. Observations du commissaire-enquêteur

Démantèlement de parcs :

Volkswind GMBH exploite de nombreux parcs éoliens en France et en Europe, depuis 1993 en Allemagne et depuis 2001 en France. Sachant que la durée de vie d'un parc éolien est de 20 à 25 ans, **quels parcs ont été démantelés, en quelle année et où ?**

Facteur de charge du parc éolien :

Quel facteur de charge a été estimé pour ce parc ? A titre de comparaison, quel est le facteur de charge enregistré sur le parc de Hauteville?

3.1.3. Délibérations des Conseils Municipaux

L'article R214-8 du code de l'environnement stipule « *que le conseil municipal de chaque commune où a été déposé un dossier d'enquête est appelé à donner son avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête* ».

Cette invitation pour les conseils municipaux à formuler un avis sur le projet est reprise dans l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2018.

Etat des délibérations reçues à la date du 01/08/18

Date	Commune	Délibérations des Conseils Municipaux	Avis
18/06/18	Audigny	8 contre, 0 pour et 1 abstention	Défavorable
12/06/18	Puisieux et Clanlieu	5 pour, 3 contre, 1 abstention	Favorable
19/06/18	Vadencourt	2 pour, 10 contre	Défavorable
09/07/18	Origny-Sainte-Benoite	14 pour, 3 contre	Favorable
03/07/18	Flavigny-le-Grand et Beaurain	8 contre, 1 pour	Défavorable
03/07/18	Monceau-le-Neuf et Faucouzy	Le conseil municipal, à la majorité ne s'oppose pas au projet. 1 vote contre	Non opposé
12/07/18	Proix	6 voix pour	Favorable
14/06/18	Neuville	Avis favorable, détail des votes non disponible.	Favorable
25/06/18	Hauteville	9 pour, 0 contre	Favorable
28/06/18	Lesquelles-Saint-Germain	Avis favorable, détail des votes non disponible.	Favorable

Le bilan des délibérations des Conseils Municipaux à la date du 01/08/18 est de

- 6 Favorables
- 3 Défavorables
- 1 Non opposé au projet

3.2 ANALYSE DES OBSERVATIONS ET COURRIERS

Chaque observation trouve un commentaire argumenté de la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS développé dans le **mémoire en réponse**. Celui-ci est annexé au présent rapport.

On trouvera ci-après les différentes observations ou remarques reçues lors de l'enquête. Ces observations comportent une référence numérique et le pétitionnaire a fait le choix d'une réponse par thème.

Chaque partie correspondant à un thème précis comporte :

- Le rappel de la référence de l'observation.
- les commentaires du pétitionnaire.
- l'avis du commissaire-enquêteur.

Le développement dans les différentes parties ci-après peut n'être que partiel et le lecteur consultera le « mémoire en réponse » annexé pour prendre connaissance de l'intégralité des arguments du maître d'ouvrage et des documents annexes.

R1 Observation de Madame Christelle BUIRONFOSSE habitante de Macquigny

« Je ne suis ni pour ni contre, du moment que je ne subisse aucune nuisance. Si cela apporte du bien à ma commune »

R2 Observation de Madame Bernadette PICARD habitante de Macquigny

« Je suis favorable à l'installation d'éoliennes sur le territoire de Macquigny »

R3 Observation de Madame Rose TRICOTEAUX habitante de Macquigny

« Je ne suis pas opposée à l'installation d'éoliennes dans notre village »

R4 Observation de Madame Aude GODFRINT habitante de Macquigny

« Je suis favorable à l'installation d'éolienne sur la commune. Les énergies renouvelables étant une bonne alternative au nucléaire »

R5 Observation de Madame Jacqueline CATTEAU habitante de Macquigny

« Je suis d'accord pour l'installation d'une éolienne sur le terroir de Macquigny »

P6 Observation verbale de Monsieur Jean GODFRIND habitant de Macquigny

Monsieur Godfrind demande l'éloignement des machines E03 et E06 qu'il juge trop près de sa parcelle D11. De plus, il ne veut pas participer d'aucune manière au renforcement des chemins à proximité de ses parcelles.

R7 Observation de Madame Monique DEBADIER CAILLE déléguée de la SPPEF Sites et Monuments

Après une présentation rapide des buts de la SPPEF, Madame Debadier Caille constate que «ces éoliennes vont se trouver tout près du château des Ducs de Guise qui se trouve déjà dans le périmètre visuel des éoliennes de Lavaqueresse, Iron, Puisieux et Macquigny.

Le cimetière de la Désolation qui se situe dans ce périmètre abrite les tombes de près de 5500 soldats, tant français, allemands et autres nationalités tombés à la fleur de l'âge pour beaucoup, qui sont la mémoire de la guerre 14-18 et 39-45.

Cette nouvelle invasion d'éoliennes s'attaque également :

- ✓ à la santé et au bien-être des personnes par des troubles auditifs, bourdonnements, fragilité visuelle, sensibilité psychologique par l'altération de la qualité du sommeil. En résumé, aux termes du communiqué de presse Paris 19 mai 2017, l'Académie de Médecine confirme que les éoliennes provoquent une maladie nommée 'Le syndrome des éoliennes'.
- ✓ aux oiseaux les éoliennes sont une source de mortalité des oiseaux non négligeable. Les rapaces, les grues cendrées, les cigognes et les oies ont un risque élevé d'être tués.
- ✓ Les chauves-souris, les mammifères les éoliennes causent un stress chez les animaux sauvages et domestiques.

Il ne faut pas oublier tous les câbles électriques enfouis sous terre et les masses de béton !!

Bétonnage des terres agricoles, c'est l'héritage que nous laisserons...

Quelle production réelle d'électricité ? A quel coût ? Combien d'emplois créés ?

En conséquence, nous sommes très inquiets des résultats catastrophiques et durables que pourrait avoir l'implantation massive d'éoliennes industrielles sur notre territoire. »

En annexe, Madame Debadier Caille dépose les documents suivants :

- ✓ copie de photo aérienne GéoPortail donnant les distances entre éolienne E1 et le cimetière de la Désolation, distance entre éolienne E2 et le château fort de Guise et la distance entre l'éolienne E3 et le Familistère de Guise.
- ✓ Copie de la page internet du site de la SPPEF intitulé « Eolien terrestre : NON à l'anarchie, OUI à une réflexion nouvelle ».
- ✓ Copie de la page internet du site de la SPPEF « Editorial d'Alexandre Gady, Président de Sites & Monuments. »

R8 Observation de Monsieur Eric BREFORT habitant de Macquigny

« Je suis favorable à l'installation du parc éolien sur la commune de Macquigny »

I9 Observation de Monsieur Michel DESPLANCHES de Villeurbanne

Monsieur Desplanches n'est pas résident du département mais connaît la région. Il se dit choqué de la prolifération des éoliennes. Il note que le président de la région Hauts de France est opposé au développement de cette forme de production électrique qui n'amène aucune réduction des émissions de CO².

« La réalité, c'est qu'il faut mettre en regard de cette production intermittente des moyens de relève pour pallier les insuffisances de vent, et que ces moyens sont des centrales thermiques utilisant des combustibles fossiles.

J'ai relevé que « Volkswind » justifie, comme tous les promoteurs éoliens, le projet présenté par le souci de diversifier le « mix » électrique du pays, qui permettrait de réduire la part du nucléaire : quand cessera-t-on de courir après cette chimère illusoire, car il est évident qu'on ne peut remplacer un moyen de production électrique de base -le nucléaire- par un moyen aléatoire qui ne produit que selon les caprices du vent -l'

éolien- dont la production décalée par rapport à la demande n'est pas stockable, techniquement et économiquement parlant. »

Après étude du dossier, il note les points suivants :

La hauteur démesurée des machines (164 mètres pour 9 d'entre-elles) à une distance de 665 mètres de la ferme de Bertaigmont. Il demande au commissaire-enquêteur de suggérer au préfet une distance respectant mieux les populations.

L'encerclement de la ville de Guise par les parcs existants ou à venir.

600 mètres de route départementale sont dans l'emprise des 500 mètres de rayon dans lequel une chute de pale est possible. Il suggère donc la suppression ou l'éloignement des machines E06 et E10.

Il met en doute le sérieux de l'étude acoustique et le suivi par l'état de l'efficacité d'un plan de bridage nocturne. Il propose la mise en place d'un comité de suivi.

Il propose de supprimer ou d'éloigner les machines E01 et E09 plutôt que d'arracher des haies pour en replanter d'autres qui seront encore trop près des éoliennes.

Il rappelle que le projet, vu sa puissance, sera soumis à appel d'offre.

« Ce dossier, déjà présenté à l'enquête publique en novembre 2017, avait reçu un « Avis favorable » avec réserves motivées de suppression de 5 éoliennes : il n'y a aucune raison de revenir sur ces conclusions, au vu de la quasi absence de modifications au dossier. »

Monsieur Desplanches a joint à son courrier le rapport de 117 pages de la Cour des Comptes intitulé « Le soutien aux énergies renouvelables » édité en mars 2018.

R10 Observation de Monsieur Mathieu SENEGAS de Landifay et Bertaigmont

« Contre ce projet car il y en a trop. D'où vient l'argent et où va aller ce que l'on va payer ... Si cela doit se faire, demandez de grosses compensations pour les communes »

R11 Observation de Monsieur et Madame BERTRAND de Lappion

« ...transmettent leur soutien positif à ce projet. Ils apprécient l'éloignement du centre bourg »

C12 Observation de Monsieur David MAILLARD de Macquigny

Monsieur Maillard pose 8 questions et souhaite obtenir une réponse précise :

Q1 Environ 1% de l'électricité produite provient des éoliennes. Est-ce que ce 1% vaut la peine de construire des éoliennes sachant que celles-ci amènent une pollution visuelle du paysage ?

Q2 Pensez-vous réaliser des éoliennes d'une couleur permettant de mieux se confondre au paysage ?

Q3 Le nombre d'éoliennes permettra-t-il de baisser le prix de l'électricité ?

Q4 Quelles sont les raisons prouvant l'utilité des éoliennes sachant qu'elles ne servent qu'à produire 1% de l'électricité ?

Q5 Qui est propriétaire des éoliennes, qui est chargé de leur entretien, pendant combien de temps ?

Q6 Une éolienne est-elle recyclable ?

Q7 Combien de famille moyenne de 4 personnes une éolienne peut-elle fournir d'électricité ?

Q8 Qui construit et quelle entreprise pose ces éoliennes ?

Monsieur Maillard souhaite bien évidemment une réponse à ces questions, il n'émet pas un avis sur le projet.

R13 Observation de Madame BERNARDEAU de Puisieux et Clanlieu

Enregistrée sur le registre d'enquête, cette observation comporte 7 pages reprises ci-dessous :

« SOS danger éolien

Il est absolument inadmissible qu'on ne puisse pas se défendre de cette invasion éolienne. Les enquêtes publiques ne servent à rien.

Nous sommes dans une dictature !!!

L'association va porter plainte contre le préfet pour mise en danger volontaire de la vie d'autrui.

Nous réclamons depuis très longtemps une étude épidémiologique sur les infrasons.

Nous découvrons de plus en plus de gens malades.

Nous allons porter plainte contre le préfet pour l'invasion éolienne qu'il nous fait subir : le préfet signe TOUS les projets alors qu'il y a sur-densification.

Le château de Guise est complètement encerclé.

Nous allons porter plainte contre le préfet pour non respect des monuments historiques complètement encerclés.

Nous allons porter plainte contre le préfet pour les gens qui se retrouvent à 500 m. des éoliennes et ne peuvent plus dormir et subissent des milliers de flashes. Nos maisons vont dévaluer et nous serons obligés de continuer à payer les impôts locaux.

VICTIMES

Valerie BERNARDEAU 02120 Puisieux et Clanlieu

P.S. inadmissible d'installer des éoliennes sur un site de mémoire où des milliers de soldats sont enterrés dans les terres agricoles.

A Soissons, pas d'éoliennes à 20 Km à la ronde du site de mémoire.

A Verdun, aucune éolienne à 20 Km autour du site de mémoire.

Les éoliennes très proches du cimetière de la désolation vont être bien entendu autorisées.

Nous porterons plainte contre le préfet pour choisir le commissaire-enquêteur Mr. Jorda qui a été choisi pour tous les parcs éoliens et le poste source (nous allons porter plainte contre le tribunal administratif à ce sujet) et qui a à chaque fois donné des avis favorables.

Je tiens à signaler que l'ancienne enquête publique de Macquigny avait un avis défavorable.

BERNARDEAU

P.S. Le parc de Macquigny est sur un couloir migratoire ! 150 cigognes se sont posées à Le Hérie au mois d'août 17 ».

Avis du commissaire-enquêteur

Cette attaque violente à mon égard reflète bien le comportement sociétal actuel en France :

Quiconque est animé d'une conviction se fait un devoir de l'ériger en norme pour tenter de l'imposer à la société toute entière. Il en va ainsi pour de nombreux mouvements depuis les végans antispécismes jusqu'aux anti-aéroport de Notre Dame des Landes.

Madame BERNARDEAU est opposée à la multiplication des éoliennes dans la région et entend utiliser toutes les voies de recours légales afin de faire annuler certains projets. C'est son droit. Elle défend son point de vue mais qui peut prétendre détenir la vérité ?

Quant à mettre en doute l'impartialité du commissaire-enquêteur, je juge ceci absolument inacceptable.

*Madame BERNARDEAU rappelle que la précédente enquête publique s'était soldée par un avis défavorable du commissaire-enquêteur. **Ceci n'est pas exact, l'avis était « favorable avec réserves ».***

Autre rappel : L'enquête publique du poste source de Le Hérie a été conduite par un autre commissaire-enquêteur que moi-même.

R14 Observation de Madame BOUTILLAT Carole de Landifay

« Peut-on avoir une période moratoire pour répondre aux questions que se posent les habitants de la région, à savoir :

Quel est le coût d'investissement des éoliennes ? Avec quelles subventions ?

A quel coût est fabriquée l'électricité produite par les éoliennes ?

Leur mise en place est obscure quant aux bénéficiaires (gains financiers présents) Leur démontage dont le provisionnement est dérisoire (50 000 euros).

L'accès à l'information n'est pas facilité, c'est le moins que l'on puisse dire !!

Peut-on avoir des preuves de l'aspect écologique des éoliennes ?

L'envahissement de notre région par ces machines nous pousse à penser que seule une action collective pourrait stopper ce fléau !! ou un référendum local ??

Bref, je suis contre y compris pour la nuisance lumineuse, l'envahissement visuel, l'angoisse d'enfermement etc...

Savez-vous que la fibre optique a été passée au pied de (ma) maison, nous n'y avons pas accès alors que nous sommes dans une zone de non réception internet. »

R15 Observation de Monsieur RATTE Marc de Macquigny

« Favorable à l'installation, du parc éolien sur la commune de Macquigny.

Visuellement, il juge que ce n'est pas plus moche que certains monuments historiques laissés à l'abandon (églises, châteaux) malgré les associations de défense du patrimoine.

Pour la faune, pratiquant la chasse, il n'y a aucun changement sur les couloirs migratoires. »

R16 Observation de Monsieur PASEK Pierre de Macquigny

« Je suis favorable à l'installation du parc éolien sur la commune de Macquigny »

I17 Observation de Monsieur et Madame LETITRE d'Audigny

M. et Mme Letitre sont opposés à l'implantation des éoliennes qui défigurent la Thiérache, mais aussi les paysages de France.

« Ces éoliennes poussent plus rapidement que les arbres, elles remplacent des KM² de terre cultivable sans parler des accès routiers en plein champs. **Ces accès sont en meilleur état que nos routes de campagne !**

Alors que l'on parle de pollution visuelle et lumineuse en ville, nos campagnes ressemblent à des discothèques, grâce aux flashes qu'émettent ces éoliennes. Elles sont bruyantes, empêchent la bonne réception de la TV, interfèrent dans la géo localisation des GPS notamment des tracteurs. »

Ils doutent que les machines raccordées au réseau plusieurs années plus tard soient une solution durable et écologique. Le transport des éléments nécessitent des convois exceptionnels avec des aménagements sur les ronds-points et élagage des arbres gênants.

« Le problème est l'incitation financière qui découle de ces installations.

Dans 20 ou 25 ans, on dira que c'est un scandale d'État que d'avoir défiguré la France pour si peu d'avantage.

En conclusion, je me doute que ce mail ne va rien changer, il y a trop d'argent, de corruption.... en jeu. Je ne vote pas écolo mais j'ai tout de même la fibre et je pense surtout à mes enfants.»

R18 Observation de Mademoiselle PICARD Emmanuelle de Bernot

« L'énergie éolienne est une énergie renouvelable qui ne nécessite aucun carburant, ne crée pas de gaz à effet de serre et participe à long terme au maintien de la biodiversité des milieux naturels.

Concernant le paysage, nous sommes déjà dans une zone éolienne, la continuité des parcs est logique. Les riverains ne seront pas touchés par des problèmes de bruit.

Concernant les retombées financières, la communauté de communes a voté la répartition suivante : 55% à l'intercommunalité, et 45% pour la commune d'implantation, ce qui permettra le financement de la restauration de notre église, par exemple. »

C19 Observation de Madame LEQUEUX Marie Odile d'Audigny

« Favorable au projet, l'électricité est indispensable, il faut trouver une solution au nucléaire. L'énergie renouvelable en est une, et l'éolien en fait partie. Je suis donc favorable au projet »

C20 Observation de Monsieur DOUCY Jean Louis de Parpeville

Monsieur Doucy formule les remarques suivantes :

« Le carnet de photomontage est un élément important du dossier. Il regrette que les services de l'état et les tribunaux ne disposent pas des moyens techniques et humains pour réaliser les simulations. »

Monsieur Doucy a comparé certains photomontages avec la réalité après installation des machines.

Concernant le volet paysager, **Monsieur Doucy pose au commissaire-enquêteur la question** « Accepterait-il, pour lui et ses enfants, de vivre dans un environnement tel celui d'Origny-Sainte-Benoite ? ».

« L'impact sur les paysages des machines déjà construites (50% des permis accordés) est considérable. Est-il concevable de continuer ces implantations au mépris des habitants, de leur santé et de leur qualité de vie ? Quelles conséquences sur l'avenir du département de l'Aisne sachant que le tourisme constitue un axe fort de développement ?

Monsieur Doucy souligne les incohérences du business plan. Il note que la provision pour le démantèlement ne sera constituée qu'en cours d'exploitation ce qui accroît le risque pour les propriétaires des terrains en cas de défaillance de la société et paraît être en contradiction avec les textes réglementaires.

Il se pose des questions sur l'intérêt de l'éolien incapable de pouvoir se substituer à la production d'énergie nucléaire.

Avis du commissaire-enquêteur

Concernant la question posée par Monsieur Doucy au commissaire-enquêteur, il devrait la poser à l'autorité décisionnaire compétente et non pas au commissaire-enquêteur qui habite déjà dans un tel environnement.

R21 Observation de Monsieur HUTIN Philippe d'Audigny

Monsieur Hutin habite le château de L'Estang à Audigny et fait les constats suivants :

« Malgré l'arrêt de l'encerclement de la ville de Guise par l'ancien préfet, nous constatons la construction des parcs de Puisieux et Clanlieu et de la Mutte. L'impact est trop important pour le village d'Audigny avec des éoliennes dont la hauteur défie tout bon sens. L'impact sur la santé des riverains est très accentué par des machines de 3,6 MW. (voir la pièce n°4 sur les sites internet donnant des preuves scientifiques sur les méfaits des infra sons à long terme).

Impact sur la valeur immobilière des habitations.

Massacre des paysages à 360° sur les points hauts, avec des feux blancs et rouges visibles à plus de 10 Km.

Les prises illégales d'intérêt ne sont pas poursuivies ; la Thiérache est-elle une zone de non droit ?

M. Xavier Bertrand a demandé l'arrêt de l'implantation car notre région est à 130% des prévisions d'installation d'éoliennes.

La région Hauts de France est devenue la 1° région éolienne de France, alors que la 2° ressource est le tourisme.

Il est temps de revenir à la raison pour sauver ce qui reste à sauver pour les monuments historiques directement touchés par ce projet. »

En annexe, Monsieur Hutin joint 4 pièces :

- ✓ Délibération du conseil municipal d'Audigny en date du 18 juin 2018 donnant un avis défavorable au projet. (Cette délibération a bien été reçue pendant l'enquête publique et a déjà été enregistrée)
- ✓ Copie d'un article de presse suite à la perte de 360 litres d'huile par une éolienne sur le parc de Hauteville.
- ✓ Copie d'un article du Courrier Picard intitulé « Des éoliennes tueuses de vaches ?
- ✓ Liste de sites relatifs aux infra-sons qui seraient détectés sur des distances de 5 à 10 Km du fait de la puissance des machines.

3.2.1. Mémoire du pétitionnaire et réponses aux observations par thème

Le mémoire en réponse débute sur un préambule rappelé in extenso et relatif au contexte local.

Préambule du mémoire en réponse émis par le maître d'ouvrage

Le projet de la Ferme éolienne de la Fontaine du Berger est constitué de 10 éoliennes et de trois postes de livraison sur la commune de Macquigny dans le département de l'Aisne (02) à environ 20 km à l'Est de Saint-Quentin.

Ce projet a été déposé avec les modèles d'éoliennes suivants :

- Pour l'éolienne E01 : turbine NORDEX N117-3,6 MW de 149,5 m de hauteur totale ;
- Pour les autres machines (E02 à E10) : turbines NORDEX N117-3,6 MW de 164 m de hauteur totale.

De ce fait la puissance cumulée de la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger est de 36 MW.

Le projet a fait l'objet d'une demande d'autorisation unique, valant à la fois demande de permis de construire et demande d'autorisation d'exploiter aux titres des ICPE. Cette demande a été enregistrée le 29 septembre 2016 et complétée le 25 avril 2017. Le projet a fait l'objet d'un avis de l'Autorité Environnementale en date du 17 avril 2018.

L'enquête publique s'est déroulée du 11 juin au 11 juillet 2018. Dans son procès-verbal, transmis le 17 juillet 2018, le commissaire enquêteur recense plusieurs remarques et observations émanant des échanges et courriers reçus. Le présent document vise à apporter les précisions nécessaires.

Afin de faciliter la lecture et la compréhension du document, le pétitionnaire a pris le parti de présenter son argumentaire en regroupant les remarques selon les thématiques recensées (Paysage, Santé, Écologie, ...). Chaque sous-partie est découpée de la manière suivante :

- Un encadré présentant les remarques ou questions issues de l'enquête publique;
- Sous l'encadré, l'argumentaire du pétitionnaire répondant aux remarques.
- puis l'avis du commissaire-enquêteur sur l'argumentaire du pétitionnaire.

Avis du commissaire-enquêteur sur le préambule du mémoire en réponse

Ce préambule du maître d'ouvrage est en fait un rappel de la procédure habituelle en matière d'enquête publique ICPE. Il n'appelle aucune remarque de ma part.

3.2.2. Partie 1 Danger et santé

Dans cette partie, le pétitionnaire apporte une réponse aux observations relatives aux problèmes de santé évoqués par certains administrés, en premier lieu, le problème des infra sons que génèreraient les machines. En second lieu, le balisage nocturne serait source de stress pour les riverains. Les flashes de balisage des machines représentent une véritable nuisance pour certains riverains. Comme le soulignent Monsieur et Madame LETITRE, « *nos campagnes ressemblent à des discothèques.* »

Avis et commentaires techniques du maître d'ouvrage sur la partie 1

Conformité de l'étude acoustique réalisée (Observation R7, I9)

L'étude acoustique rappelle le contexte réglementaire au sein duquel elle a été réalisée (p.6). Il est ainsi rappelé que : « La réglementation concernant le bruit des éoliennes est définie par l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (Section 6 – Articles 26 à 31).

Les émissions sonores des installations ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant	Emergence admissible pour la période 7h – 22h	Emergence admissible pour la période 22h – 7h
Supérieur à 35 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Figure 1 : Tableau des émergences réglementaires (Arrêté du 26 août 2011)

Lors de la simulation du projet, les résultats du calcul des émergences n'indiquent aucun dépassement des seuils réglementaires en période de jour. En période de nuit, un risque de dépassement est calculé au droit de la Ferme de Bertaigement.

Un bridage de certaines éoliennes (consistant à réduire artificiellement la vitesse de rotation des pâles) est donc proposé et sera mis en place afin d'éviter tout risque de dépassement. En appliquant ce bridage, les seuils réglementaires sont respectés au droit des habitations riveraines.

L'étude acoustique est conforme aux normes actuellement en vigueur en France, et prend en compte la tendance des évolutions normatives en cours.

Infrasons (Observation R7, R13, R21)

Bien que cette étude ne soit pas spécifique à un parc d'éoliennes en grand nombre, une étude peut être citée, celle de l'AFSSET (Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail), qui date de 2008 et aborde les questions de bruit, de basses fréquences / infrasons, ainsi que les effets extra-auditifs. Cette étude met en évidence l'absence de conséquences sanitaires directes des éoliennes. De plus,

elle précise que les études actuelles menées lors des instructions permettent d'apprécier le degré de respect de la réglementation et de l'environnement des riverains (proches ou éloignés) avant mise en place d'un parc éolien.

Dans son rapport de mars 2017, l'ANSES (Agence Nationale de Sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'Environnement et du travail) précise :

« De manière générale, les infrasons ne sont audibles ou perçus par l'être humain qu'à de très forts niveaux. À la distance minimale d'éloignement des habitations par rapport aux sites d'implantations des parcs éoliens (500 m) prévue par la réglementation, les infrasons produits par les éoliennes ne dépassent pas les seuils d'audibilité. Par conséquent, la gêne liée au bruit audible potentiellement ressentie par les personnes autour des parcs éoliens concerne essentiellement les fréquences supérieures à 50 Hz.

L'expertise met en évidence le fait que les mécanismes d'effets sur la santé regroupés sous le terme «vibroacoustic disease», rapportés dans certaines publications, ne reposent sur aucune base scientifique sérieuse.

Un faible nombre d'études scientifiques se sont intéressées aux effets potentiels sur la santé des infrasons et basses fréquences produits par les éoliennes. L'examen de ces données expérimentales et épidémiologiques ne mettent pas en évidence d'argument scientifique suffisant en faveur de l'existence d'effets sanitaires liés aux expositions au bruit des éoliennes, autres que la gêne liée au bruit audible et un effet nocebo (apparition d'effets indésirables bénins, d'origine surtout psychologique), qui peut contribuer à expliquer l'existence de symptômes liés au stress ressenti par des riverains de parcs éoliens. »

Le cas des infrasons est également traité dans le cadre de l'étude acoustique (Pièce n°4) qui a été réalisée pour la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger (Paragraphe .3.2.2, p.10), laquelle conclut qu'on ne peut pas attribuer à l'émission d'infrasons d'éoliennes la moindre dangerosité ou gêne des riverains.

Les craintes sanitaires liées aux infrasons sont donc injustifiées.

*Chutes de pâles
(Observations R7, I9)*

Les risques liés aux chutes ou projections d'éléments provenant des éoliennes ont tous été étudiés dans le cadre de l'Etude de danger (Pièce n°9) au travers de la gravité et de l'occurrence des différents scénarios. Cette méthodologie a été approuvée par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR), chargée de mettre en oeuvre les politiques relatives à la connaissance, l'évaluation, la prévention et la réduction des risques.

L'étude relative au projet de la Fontaine du Berger conclut, pour tout le parc, à un niveau de risque faible à très faible et, donc à un risque « acceptable » pour la population.

*Balisage aéronautique et couleur de machine
(Observations C12, I17, R21)*

L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) impose un balisage des éoliennes qui respecte l'instruction n°20700 DNA du 16 novembre 2000, relative à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées afin de sécuriser la navigation aérienne.

L'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques a précisé le balisage des aérogénérateurs :

- Couleur de la machine limitée au domaine du blanc et du gris.
- Le balisage lumineux d'obstacle sera :

- obligatoire pour toutes les éoliennes,

- assuré de jour par des feux à éclats blancs,
- assuré de nuit par des feux à éclats rouges,
- synchronisé, de jour comme de nuit.

L'intensité lumineuse du balisage est réduite par 10 de nuit et une attention particulière sera apportée à la synchronisation des feux de manière à limiter au maximum l'impact visuel.

« L'instauration de systèmes différenciés du balisage lumineux au sommet des éoliennes répond à une demande réelle de la part des riverains des parcs. En diminuant l'impact visuel des éoliennes, cette mesure améliore le confort des riverains, sur tous les territoires, tout en ne sacrifiant pas la sécurité vis-à-vis des aéronefs (civils et militaires). »

Avis du commissaire-enquêteur sur la partie 1

Après un rappel de la réglementation en matière d'urgence diurne et nocturne, le pétitionnaire appliquera un plan de bridage sur la machine E08 pour des vitesses de vent de 6m/s. Mais compte tenu des incertitudes sur ces calculs théoriques, il conviendra de réaliser des mesures acoustiques après la construction du parc pour s'assurer de la conformité du site par rapport à la réglementation en vigueur. Ce point fera l'objet d'une recommandation.

Concernant le problème lié aux émissions d'infra sons, une recherche sur internet permet de trouver tout et son contraire, notamment sous la houlette d'une pédiatre américaine Nina Pierpont qui attribue aux basses fréquences et infrasons éoliens toute une série de pathologies diverses et variées décrites dans son livre sous le terme de syndrome des éoliennes.

Son analyse serait menée à l'envers comme c'est souvent le cas des études anti-éoliennes :

On choisit un coupable : les éoliennes, et on recherche ensuite tout ce qui va mal dans le voisinage.

Pour rappel, un rapport de 2013 de l'Agence Nationale de Sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'Environnement et du travail mentionne que « les émissions sonores des éoliennes ne génèrent pas de conséquences sanitaires directes, tant au niveau de l'appareil auditif que des effets liés à l'exposition aux basses fréquences et aux infrasons ». Cet organisme officiel pointe l'absence de conséquences sanitaires lorsque les machines sont situées à plus de 500 mètres des habitations.

L'étude de dangers envisage différents scénarii et notamment la chute de pales. Le risque ZERO n'existant pas, le projet permet d'atteindre un risque aussi bas que possible dans des conditions économiquement acceptables. Cet argument est satisfaisant.

Le balisage des éoliennes est encadré par un arrêté et doit être conforme aux instructions de l'Aviation Civile. Cependant, la profession tente d'inciter la DGAC à étudier la possibilité d'envisager des feux dont la luminosité serait orientée principalement vers le ciel tel que cela se pratique dans des pays comme l'Allemagne par exemple. Ceci dans un souci de réduire l'impact visuel pour les riverains.

D'autres solutions techniques existent et seraient souhaitables, telle que la possibilité d'implanter des feux qui ne s'allumeraient qu'à l'approche d'un aéronef : cela se pratiquerait en Allemagne avec une efficacité avérée tant sur le plan sécuritaire que sur la forte baisse de la pollution lumineuse.

Le commissaire-enquêteur n'a pas d'autre remarque à formuler sur ce chapitre.

3.2.3. Partie 2 Aspect économique

Plusieurs personnes m'ont fait part de leur crainte concernant une probable dévaluation des propriétés suite à l'installation de parcs éoliens à proximité immédiate. Le démantèlement des machines est également source de nombreuses questions (*comment peut-on laisser dans le sol une telle quantité de béton ? La garantie de démantèlement fixée à 50 000€ est ridiculement basse.*)

Avis et commentaires techniques du maître d'ouvrage sur la partie 2

Dévaluation immobilière (Observations R13, R21)

La présence d'un parc éolien ne modifie pas les caractéristiques objectives d'une habitation comme son état, sa taille, sa situation, son équipement. Ce sont ces caractéristiques principalement qui font la valeur d'un bien. Seuls des critères subjectifs de perception de l'éolien peuvent éventuellement influencer l'impression de l'environnement d'une habitation. Or l'éolien est particulièrement bien perçu par la population française et une majorité d'habitants ont une image positive de l'implantation d'un parc dans leur commune (75 % favorables, enquête IFOP pour la FEE France Energie Eolienne– Mai 2016).

Plusieurs études se sont attachées à étudier cette problématique et aucune ne conclut à l'impact des éoliennes sur l'immobilier :

Une enquête menée en 2002 par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) de l'Aude a conclu que les éoliennes n'avaient pas d'impact significatif sur le marché de l'immobilier alors qu'à l'époque ce département comptait parmi les plus denses en éoliennes. Sur les 33 agences immobilières interrogées, 8 estimaient que les installations avaient un impact négatif, 18 considéraient qu'elles n'avaient aucun impact et 7 jugeaient qu'elles avaient un impact positif sur le marché de l'immobilier.

Une seconde étude menée en 2008 dans le Nord-Pas-de-Calais, notamment sur le Canton de Fruges très dense en éolien (46 parcs éoliens dont 156 éoliennes réalisées ou en cours de réalisation), par l'association Climat Energie Environnement a évalué l'impact des parcs éoliens sur les biens immobiliers se trouvant dans un périmètre de 10 km autour des éoliennes. Réalisée sur 7 ans (3 ans avant et 3 ans après mise en service des parcs), cette étude a examiné les transactions immobilières et les permis de construire déposés. Les résultats indiquent que manifestement, il n'y a pas de départ de résidents propriétaires associé à une baisse de la valeur provoquée par une transaction précipitée ou l'influence de nouveaux acquéreurs prétextant des arguments de dépréciation.

Une étude Belge réalisée par des notaires en 2010 (incidences éventuelles de l'installation d'éoliennes sur le marché immobilier en Brabant Wallon) se base sur les valeurs réelles des biens vendus à proximité d'éoliennes, mais également d'autres infrastructures (décharge, aéroport). Elle constate que pour l'ensemble de ces projets, les prix des biens alentours n'ont cessé d'augmenter. Ainsi l'étude conclut que la présence d'éoliennes n'a aucune influence notable sur les valeurs immobilières car l'achat d'une maison dépend de nombreux autres critères objectifs (accessibilité, composition, chauffage, etc.) avant le critère subjectif de la qualité paysagère.

La réalité prouve que l'augmentation ou la baisse de la valeur de l'immobilier dans les communes rurales dépend beaucoup des services offerts par la commune ou la Communauté de communes comme une crèche, une école, une bibliothèque, des associations et activités sportives diverses. Ainsi, les différentes taxes et revenus que touchent les collectivités lors de l'exploitation d'un parc éolien contribuent largement

au développement local et au maintien des services aux habitants, ce qui favorise la valorisation immobilière.

En complément, les équipes de Volkswind s'entretiennent régulièrement avec les maires des communes où nos parcs ont été développés. Ainsi, nous surveillons ensemble le solde migratoire des communes, le nombre de dépôts de permis de construire, la proportion entre locataires et propriétaires sur la commune. A ce jour, les résultats de ces entretiens montrent que :

- * Les habitants d'une commune où est implanté un parc Volkswind n'ont pas fui le village, que ce soit pendant les études, pendant la construction ou lorsque les éoliennes fonctionnent,
- * Le nombre de demandes de permis de construire pour des habitations nouvelles reste constant.
- * La courbe moyenne du solde migratoire des communes ne s'inverse pas sous l'influence de la réalisation du projet éolien.

Maître ROBERT Christophe, notaire à Bohain-en-Vermandois (02110, commune située à 15kms du présent site de projet de Macquigny), confirme l'impact limité des projets éoliens sur le marché immobilier dans son attestation du 14 novembre 2017 (voir annexe 1).

Les craintes liées à la dévaluation des biens immobiliers pour les riverains du projet éolien sont donc infondées.

*Projet soumis à appel d'offres
(Observation I9)*

Le présent projet dispose d'ores et déjà d'un contrat de complément de rémunération 2016 selon l'arrêté du 13 décembre 2016 fixant les conditions du complément de rémunération de l'électricité produite par des installations utilisant l'énergie mécanique du vent. Ce contrat ouvre la possibilité de disposer d'une rémunération sur 15 ans avec un montant 82€/MWh les 10 premières années puis un prix variant de 82 à 28€/MWh en fonction du nombre d'heure de fonctionnement réel de l'installation.

L'autre système pourrait aussi être l'appel d'offres. La présentation du Ministère de la transition écologique et solidaire du 16/10/2017 explicite les différentes modalités des nouveaux dispositifs de soutien pour l'éolien terrestre.

Concernant l'appel d'offres :

- * L'unique critère de sélection est le prix
- * La CRE procède à l'étude des offres et les lauréats sont ensuite désignés par le Ministre ;
- * A l'issue de la désignation, les lauréats se voient attribuer un contrat de complément de rémunération par EDF OA, au tarif de référence indiqué dans l'offre ;
- * Les lauréats disposent d'un délai de 3 ans à compter de la désignation pour l'obtention de l'attestation de conformité.

Pour candidater à l'appel d'offres, le producteur est tenu de joindre l'arrêté d'autorisation environnementale délivré au titre de l'article L512-1 du code de l'environnement.

Une exception est faite pour la première période où il peut joindre uniquement une copie de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique prévue par l'article L181-9 du Code de l'environnement. »

Conformément à la réglementation en vigueur, la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger pourra effectivement être soumise soit au système d'appel d'offres en ce qui concerne le tarif de rachat, soit bénéficier d'un système de complément de rémunération 2016 (piste privilégiée aujourd'hui mais qui nécessite de mettre en service l'installation avant fin 2019 à l'exception de recours sur l'autorisation qui sera délivrée ou de délai nécessaire à la mise à disposition d'un raccordement).

Démantèlement
(Observations R14, C12, C20)

Un parc éolien, est parfaitement réversible et sans conséquences à long terme pour l'environnement et le paysage. Il est tout à fait possible de démanteler un parc pour le remplacer par une technologie plus performante, ou au terme de sa période de fonctionnement.

Le décret n°2011-958 du 23 août 2011 et l'arrêté du 26 août 2011, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, précisent les modalités d'application relatives aux opérations de démantèlement et de remise en état des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Cet arrêté a été modifié par l'arrêté du 6 novembre 2014.

Le démantèlement du parc éolien comprend :

- * Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- * l'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation :
 - ✓ sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas, ici des terres à usage agricole.
 - ✓ décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

Sauf modification du réseau routier ou du matériel de transport qui permettraient d'envisager une solution plus simple, le nombre de camions et les itinéraires choisis pour enlever les pièces des éoliennes seront, a priori, les mêmes lors du démantèlement que ceux empruntés par lors de la phase de construction. Les engins utilisés seront les mêmes que lors du montage, moins les bétonnières qui seront remplacées par des camions bennes évacuant les gravats. Sauf intempéries, la durée de chantier du démontage de l'éolienne elle-même sera de 3 jours par éolienne.

L'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 explicite le calcul du montant initial des garanties financières :

$$M=N \times Cu$$

Où :

N est le nombre d'unités de production d'énergie (éolienne)

Cu est le coût unitaire forfaitaire correspondant au démantèlement d'une unité, à la remise en état des terrains, à l'élimination ou à la valorisation des déchets générés. Ce coût unitaire forfaitaire est fixé à 50 000 €.

Ce montant sera réactualisé tous les cinq ans conformément à l'article 3 de l'arrêté du 26 août 2011.

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe le montant initial de la garantie financière et précise l'indice utilisé pour calculer le montant de cette garantie.

Les différentes possibilités de constitution des garanties financières sont décrites dans l'article R516-2 du Code de l'environnement (modifié par décret n°2015-1250 du 7 octobre 2015 - art. 1). L'article R516-2 du Code de l'environnement prévoit que les garanties financières doivent être constituées à la mise en activité du parc éolien.

Lorsque le démantèlement s'avèrera nécessaire, il ne faut pas oublier la revalorisation de l'acier des mâts, des câbles aluminium et cuivre de la tour ou inter-éolien (raccordement enterré entre chaque éolienne) et du poste de livraison ainsi que tous les éléments pouvant être valorisés, qui apportent un soutien financier supplémentaire important pour le démantèlement d'une éolienne ou d'un parc. Pour exemple : une éolienne de 117 m de diamètre de rotor pour une hauteur au moyeu de 91.5 m, la masse des sections d'acier de la tour représente 212,5 tonnes pour un coût d'achat de l'acier à 140 €/tonne, on arrive à un apport financier de 29 750 € uniquement pour la revalorisation de l'acier de la tour.

La législation permet de répondre aux obligations de garanties de démantèlement via une lettre d'engagement d'un organisme bancaire ou d'assurance. C'est la voix qui est privilégié aujourd'hui par le pétitionnaire. Ainsi, l'organisme en question se porte caution AVANT la mise en service de l'installation auprès de Monsieur le Préfet de la disponibilité des fonds en cas de cessation d'activité de la Ferme Eolienne et de défaut(s) au moment du démantèlement. Bien entendu, la Ferme Eolienne constitue elle-même au fur et à mesure des années la réserve nécessaire à l'autofinancement du démantèlement en fin d'exploitation. C'est cette constitution qui apparaît dans la lecture du business plan.

VOLKSWIND France, maison mère de la Ferme éolienne de la Fontaine du Berger, respectera donc bien ses obligations de constitution des garanties auprès de Monsieur le Préfet et ce, AVANT la mise en activité du parc éolien.

*Montage financier et facteur de charge
(Observation C20)*

Le montage financier réalisé pour la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger se base sur des estimations de productibles établies à partir de données de vent issues de Météo France. Ces données sont issues de stations météo potentiellement situées à plusieurs kilomètres de la zone d'étude. Il est à noter que ces données sont corrélées sur une période d'au moins 20 ans de manière à lisser les aléas climatiques annuels (années mieux ou moins ventées que d'autres). L'année 2016 est par ailleurs une très mauvaise année de vent pour l'éolien, ce qui explique un facteur de charge moyen assez faible pour cette année-là dans les Hauts-de-France comme le rapporte M DOUCY qui prend ainsi l'exemple d'une année faiblement ventée pour base de calcul.

On applique à ces estimations une probabilité d'atteinte de ces productibles. Il est défini dans le cadre du montage financier du projet éolien de la Fontaine du Berger une estimation de productible pour une probabilité d'atteinte du chiffre estimé de 50% (dites « P50 »). Par conséquent, on estime à 50 % de chance la probabilité d'avoir ce productible relativement élevé. Le P50 est donc une estimation de productible effectivement optimiste. Ceci explique le facteur de charge élevé (33,9 %), relevé dans la lettre de demande (Pièce n°11).

En appliquant des probabilités supérieures (75 % voire 90 % relatifs aux P75 et P90), les estimations de productible se voient réduites puisque ces dernières seront atteintes avec 75 ou 90 % de chance. Cependant en analysant les données d'un projet éolien voisin (constitué d'éolienne de gabarit 117m de rotor et même hauteur) on constate que les facteurs de charge varient de 34 à 28 % fonction de la prise en considération du P50 ou P90. Ces données sont cohérentes avec celles du projet de la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger.

De plus, les éoliennes projetées sur ce projet sont des NORDEX N117 de nouvelle génération bien plus performante que la majorité des éoliennes déjà installées dans les Hauts de France et qui offre un facteur de charge également bien plus important. Comme expliqué dans les avis de l'ADEME d'avril 2016 : « En France, le facteur de charge constaté des éoliennes à terre est de 23 % sur les cinq dernières années. Les machines de nouvelle génération, caractérisées par des rotors de plus grand diamètre et des génératrices de puissance standard de 2 à 3 MW (parfois appelées éoliennes toilées) fonctionnent plus rapidement à

pleine puissance, même pour des vents moyens à faibles, ce qui leur permet d'atteindre des facteurs de charge moyens de 30% dans les mêmes conditions de vent. »

En considérant la multiplication des projets éoliens dans les Hauts de France il serait étrange de penser que ces projets ne soient pas rentables économiquement.

Enfin, le tarif maximum actuel de l'appel d'offres, auquel pourrait être soumis la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger dans le cadre de la demande de raccordement, s'élèverait au maximum à 74,8 €/MWh hors le montage financier réalisé dans le cadre du projet utilise un tarif d'achat de la production électrique inférieur à ce dernier et conclut sur la bonne rentabilité du parc éolien.

Cette affirmation est d'autant plus vraie si l'on considère un tarif en complément de rémunération 2016 à 82€.

Le projet éolien de la Fontaine du Berger est donc recevable financièrement.

*Coûts liés à l'éolien et production envisagée
(Observations R10, C12, R14)*

Selon l'étude de l'ADEME « Coûts des énergies renouvelables en France » (Edition 2016), le coût total de production de l'éolien terrestre est estimé entre 50 €/MWh et 94 €/MWh pour les éoliennes de nouvelle génération. La plage de variation reflète une variabilité des coûts d'investissement, de la ressource du site et du productible. Ce coût total est porté par l'exploitant du parc éolien.

Le contribuable participe au développement de l'éolien via la Contribution au Service Public de l'Électricité (CSPE). La CSPE est une taxe payée par tous les consommateurs d'électricité depuis le 1er janvier 2004. Elle est destinée à compenser les surcoûts liés aux charges de service public de l'électricité, supportées par tous les concessionnaires de réseaux publics d'électricité (EDF et les Entreprises Locales de Distribution). Ce sont les :

- * Surcoûts liés aux dispositifs de soutien aux énergies renouvelables et à l'obligation d'achat d'électricité (cogénération, solaire, éolien, hydraulique...).
- * Surcoûts de production et d'achat de l'électricité dans les parties du territoire non interconnectées au continent.
- * Surcoûts liés aux dispositifs sociaux bénéficiant aux ménages en situation de précarité.
- * Financement des frais de gestion de la Caisse des Dépôts et Consignation.
- * Surcoûts liés au soutien à l'effacement.

Pour l'année 2019 (prévisionnel), ces charges représentent 7 788 milliards d'euros.

Voir graphique page 14 du mémoire en réponse (Note du C.E.)

Ce montant prévisionnel (établi par la Commission de Régulation de l'Energie) pour 2019 augmente de 12 % par rapport au réalisé 2017 (et de 4,5 % par rapport au prévisionnel 2018), essentiellement du fait de la croissance de la filière des énergies renouvelables (68 % des charges 2019), avec un développement du photovoltaïque et de l'éolien (33 % et 17 % des charges 2019).

Depuis 2016, le financement des charges de transition énergétique (EnR) a été étendu aux énergies carbonées. Ainsi, le montant de la CSPE reste fixé à 22,5 €/MWh pour l'année 2018. La part de l'énergie éolienne représente 17 % des charges. Ainsi, pour un ménage français consommant 4 500 kWh, le coût annuel de la CSPE est de 101,25 € dont 17,22 € pour l'éolien soit environ 0,39 c€/kWh par ménage.

Il est précisé qu'une installation éolienne n'a pas pour but de réduire les factures d'électricité, mais de diversifier les sources d'énergies ainsi que d'assurer une production d'électricité propre, durable et non soumise aux fluctuations du coût des matières premières que sont l'uranium et le pétrole.

Le projet de la Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger totalise une puissance maximale de 36 MW et devrait produire environ 107 Millions de kWh par an. Cette production représente la consommation de 33 438 foyers (hors chauffage électrique, 3200 kWh/an/ménage). La production du parc éolien permettra d'éviter le rejet à l'atmosphère de 23 760 Tonnes de CO2 par an (660 t/MW installé/an).

La CSPE n'a pas augmenté depuis trois ans. Elle représente moins de 0,40 c€ / kWh (selon les calculs précédents). Le projet de la Ferme éolienne de la Fontaine du Berger n'entraînera ainsi pas une augmentation flagrante du coût de l'électricité.

Avis du commissaire-enquêteur sur la partie 2

Les réponses apportées par le porteur de projet sur ces aspects économiques se répartissent en 5 parties.

Dévaluation immobilière

Régulièrement, au sujet de l'impact des parcs éoliens sur une hypothétique dévaluation immobilière, est cité le résultat de l'enquête menée par le CAUE du département de l'Aude en 2002.

Le cas du département de l'Aude mentionné dans la réponse du pétitionnaire ne peut être comparé avec une autre étude qui serait menée dans un autre département rural, dans l'Aisne par exemple. La proximité d'un parc éolien avec une grosse bourgade n'aura probablement pas le même impact en termes de dépréciation immobilière que s'il s'agit d'une petite commune rurale déjà surchargée de parcs éoliens.

Avec la multiplication récente de nouveaux parcs conduisant à une sur-densification éolienne dans le contexte rural, les conséquences sur les transactions immobilières n'ont pas encore été étudiées.

*Même si on ne peut pas parler d'une importante dévaluation immobilière, je suis persuadé que la seule présence d'un parc éolien **donne à l'acheteur le prétexte de négocier à la baisse le prix d'un bien immobilier.***

D'un autre côté, en 2006 par exemple, un assureur vantait la pertinence d'un contrat de la compagnie MMA contre le risque de perte de valeur immobilière du fait de la proximité avec une discothèque ou un parc éolien. Il n'aurait jamais eu à utiliser la garantie éolienne !

Je partage l'avis du porteur de projet sur le fait que « la valeur de l'immobilier dans les communes rurales dépend beaucoup des services offerts par la commune ou la Communauté de communes comme une crèche, une école, une bibliothèque, des associations et activités sportives diverses. »

Projet soumis à appel d'offre

Le pétitionnaire explicite le mécanisme des appels d'offre qui sera probablement appliqué pour le présent projet, tout ceci dans le respect des différentes modalités mises en place par le gouvernement afin de soutenir la filière éolien terrestre.

Ce développement n'appelle aucun commentaire de ma part.

Démantèlement

*Le porteur de projet explique que les éoliennes sont démontables et recyclables. De plus, **une garantie financière fixée par décret de 50 000€ doit être mise en place**, ce que Madame Boutillat (Observation R14) juge très insuffisant car la plus petite intervention d'une entreprise pour des travaux sur une habitation ou travaux d'assainissement individuel monte à ce niveau.*

La question suivante émise par le commissaire-enquêteur est restée sans réponse :

« Volkswind GMBH exploite de nombreux parcs éoliens en France et en Europe, depuis 1993 en Allemagne et depuis 2001 en France. Sachant que la durée de vie d'un parc éolien est de 20 à 25 ans, quels parcs ont été démantelés, en quelle année et où ? »

Une recherche sur internet montre qu'en « 2016, un premier parc éolien français a été démantelé, à Criel-sur-Mer (76), pour remplacer l'ensemble des éoliennes en fin de vie par de nouvelles. »

Aucune information n'est disponible sur le financement et le coût de cette opération.

Par contre, on trouve quantité d'informations sur le démantèlement des centrales nucléaires qui atteindrait des montants atomiques, avec des garanties pour le démantèlement minimisées.

Montage financier et facteur de charge

En réponse à l'observation de Monsieur DOUCY et à celle du commissaire-enquêteur, il est certain que les machines envisagées pour ce parc sont de dernière génération, avec des rendements supérieurs aux machines anciennes.

Le commissaire-enquêteur n'a rien à ajouter sur ce point, mais note cependant la démonstration de rentabilité citée dans le mémoire en réponse : «il serait étrange de penser que ces projets ne soient pas rentables économiquement.»

Coûts liés à l'éolien et production envisagée

En réponse aux nombreuses questions enregistrées (d'où vient l'argent, qui paye, ..), le pétitionnaire explique le mécanisme de la CSPE. A consommation d'électricité constante, certains constatent que cette contribution ne fait qu'augmenter la facture d'électricité.

En effet, si le montant de la CSPE fixé par la CRE à 22,5 €/MWh en 2018, on ne peut que constater qu'il a été multiplié par 5 en 13 ans, avec l'évolution suivante :

2005	2012	2014	2015	2018
4,5 €/MWh	9 €/MWh	16,5 €/MWh	19,5 €/MWh	22,5 €/MWh

Je n'ai pas d'autre commentaire à apporter sur ce point, les explications du pétitionnaire sont acceptables.

3.2.4. Partie 3 Paysages

Avis et commentaires techniques du maître d'ouvrage sur la partie 3

Destruction du paysage (Observations I17, R21)

Le paysage actuellement connu ne possède qu'une centaine d'années d'existence. Il est façonné par l'homme qui, depuis des décennies, l'a ponctué d'ouvrages de plus ou moins grandes dimensions, tels les autoroutes, châteaux d'eau, silos ou lignes haute-tension. Les diverses cultures ainsi que le déboisement et le reboisement ont également un impact. Ainsi, le paysage observé aujourd'hui est bien différent de celui que l'on pouvait observer il y a 300 ans, et il continuera d'évoluer au fil du temps.

Il ne s'agit pas de « destruction » ou de « défiguration » d'un paysage mais bien d'une évolution du paysage environnant et d'une création d'un nouveau paysage en fonction du développement du mode de vie. Il est également important de noter que l'impact d'un parc éolien sur le paysage est totalement réversible.

Il a été prouvé que les populations environnantes s'approprient les ouvrages constituant leur paysage en leur attribuant un rôle de repère et/ou d'utilité. La perception du paysage est subjective et donc propre à chacun.

Une enquête du CSA (Consumer Science & Analytics) pour FEE (France Energie Eolienne) indique que près de 3 français sur 4 considèrent que les éoliennes sont bien implantées dans le paysage.

Voir graphique page 15 du mémoire en réponse (Note du C.E.)

La perception des éoliennes dans le paysage est donc propre à chacun et est plutôt bien perçue par la population riveraine de par les sondages réalisés.

Non-respect du patrimoine culturel (Observations R13, R21)

Tous les édifices inscrits ou classés au patrimoine historique ainsi que tous les sites sensibles ou protégés ont été pris en compte dans un rayon de 20 km autour du projet dans le cadre de l'étude paysagère (Pièce n°2).

Des photomontages ont été réalisés afin d'étudier le potentiel impact de la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger sur ce patrimoine et l'étude conclut : « les points de vue en covisibilité avec les monuments historiques montrent un rapport d'échelle cohérent et un recul suffisant par rapport aux édifices. Globalement, le projet présente une bonne insertion dans les structures paysagères existantes. »

L'impact potentiel du projet sur la Nécropole de Flavigny-le-petit a été étudié dans le cadre de l'étude paysagère (p.86), la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger étant située en dessous de la ligne d'horizon depuis cette nécropole, l'impact est nul.

De nombreux points de vue ont été analysés dans le cadre de l'étude paysagère et l'implantation du projet éolien a été réfléchi afin de respecter comme il se doit les monuments historiques présents dans le rayon de 20 km autour du secteur d'étude.

*Encerclement de Guise
(Observations R7, I9, R13, R21)*

L'Etude paysagère (Pièce n°2), réalisée par le bureau d'études spécialisé Auddice, analyse l'effet de saturation visuelle (phénomène d'encerclement) pour plusieurs villes entre 0 et 5 km et entre 5 et 10 km du projet (pages 238 à 345) et notamment la ville de Guise (p.238).

Cette analyse se base sur la mesure des angles de vue occupés par l'éolien et des photomontages.

Cette dernière précise que « le projet augmentera de 9° la part du champ de vision occupée par des éoliennes depuis la ville de Guise. » Le projet sera enclavé entre les projets éoliens de Puisieux-Clanlieu (autorisé), de la Mutte (actuellement en construction sur le territoire de Landifay-et-Bertaignemont) et celui de Mont-d'Origny (également autorisé). L'implantation a donc été réfléchie pour limiter au maximum le champ de vision depuis la ville de Guise.

De plus, l'étude précise que « la ville de Guise est implantée dans le creux de la vallée de l'Oise. Le centre-ville se trouve à une altitude moyenne d'environ 95 mètres, soit 40 à 55 mètres sous le niveau des rebords du plateau. Le profil très encaissé de la vallée, avec un fond de vallée large de moins d'un kilomètre et des coteaux abrupts, empêche toute vue lointaine sur le plateau depuis le centre urbain historique. Seul le donjon de Guise, point culminant dans la ville, en rive gauche, présente des vues sur le lointain, mais uniquement vers le nord (les parcs situés au sud et à l'ouest (dont la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger) étant masqués par le coteau de la rive gauche). »

Le parc éolien projeté sur la commune de Macquigny a donc été correctement étudié en vue de limiter au maximum tout effet d'encerclement possible de la ville de Guise, le projet est par ailleurs invisible depuis le donjon de Guise.

*Proximité avec le cimetière de la Désolation et le village d'Audigny
(Observation R7, R21)*

Des photomontages ont été réalisés et présentés dans l'Etude paysagère (Pièce n°2) afin d'étudier les covisibilités possibles de la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger avec la Nécropole de Flavigny-le-Petit et le village d'Audigny.

Le photomontage 5 (p.86) montre l'impact possible du projet sur le cimetière de la Désolation le long de la RD946.

Voir les photomontages n° 5, 64 et 12 pages 17 et 18 du mémoire en réponse (Note du C.E.)

Figure 4 : Photomontage 5 depuis

Depuis ce point de vue (la Nécropole de Flavigny-le-petit), le projet éolien est presque entièrement situé en dessous de la ligne d'horizon. La végétation persistante des conifères, en bordure du site, finit de masquer les éoliennes. L'impact est nul.

Le photomontage 64 (p.206) montre l'impact possible du projet sur le village d'Audigny (depuis le centre-bourg).

La vue depuis cette rue en pente est fermée par les éléments de premier plan : talus, végétation et bâti. Par conséquent, aucune vue lointaine n'est possible et le projet est entièrement occulté. L'impact est nul. Le photomontage 12 (p.102) montre l'impact possible du projet sur le village d'Audigny (depuis la sortie du village).

Depuis ce point de vue (sortie du village d'Audigny), le projet est entièrement masqué par la végétation et le bâti (et la partie inférieure par le relief). L'impact est nul.

*Fiabilité des photomontages
(Observation C20)*

Selon le « Guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs » éoliens (actualisation 2010 – Page 117), chaque photomontage ou croquis interprétatif est commenté de manière détaillée, avec l'ensemble des caractéristiques de la photographie ou du cadrage (date, distance à l'éolienne la plus proche, orientation etc.). Les photomontages sont réalisés à partir de logiciels professionnels, sur la base d'une photographie constituée d'un assemblage de plusieurs clichés. Ces photographies doivent être d'excellente qualité (luminosité, couleurs, définition), de sorte qu'elles puissent rendre le montage des éoliennes bien visible, même en arrière-plan, et être reproduites sur papier.

La méthodologie de réalisation de photomontages est complexe et s'appuie sur des éléments concrets du point de vue et du matériel utilisé. La Ferme éolienne de la Fontaine du Berger utilise Windpro, logiciel spécialisé, qui prend en compte :

- * le fond cartographique (IGN Scan 25),
- * le modèle numérique de terrain (BD alti 75 ou 100),
- * la localisation GPS des éoliennes et des prises de vue,
- * le type d'éolienne (fabricant, hauteur, ...),
- * les caractéristiques de la photo (focale).

Ainsi, une méthodologie précise est mise en place pour la réalisation des photomontages.

De plus, l'étude paysagère doit présenter plusieurs photomontages sur tout le secteur d'étude soit sur un rayon d'environ 20 km. Il convient de choisir des points de vue représentatifs du paysage, que ce soit en analysant les éléments du territoire autour de la zone du projet, mais également la façon dont ils interagissent avec les vues qu'aura un observateur depuis un lieu précis. L'analyse des perceptions possibles sur un territoire est importante pour choisir le nombre et la localisation des points de vue.

Les services instructeurs sont très attentifs à l'aspect paysager des projets éoliens et ne manquent pas de demander, lors des compléments, de rajouter des photomontages depuis les lieux qu'ils jugent sensibles. VOLKSWIND est consciente que chaque habitant aimerait avoir un photomontage depuis son habitation mais ce n'est malheureusement pas réalisable et ne correspond pas à l'esprit de l'étude d'impact qui se doit de traiter de l'intérêt général et global plutôt que des intérêts particuliers.

L'étude paysagère présente les photomontages sous forme de thématique : axes de déplacement, lieux de vie, effets cumulés et patrimoine (dont Monuments Historiques). Sur les photomontages réalisés, plusieurs illustrent les habitations proches du parc. Une analyse des lieux de vie (jusqu'à 5 km) aborde cette thématique avec parfois des vues aux habitations proches, des vues du centre du village et des vues éloignées montrant les silhouettes de village.

De plus, des photomontages en « vue réelles » montrent les éoliennes de la manière la plus réaliste possible. Pour cela, la hauteur des machines sur les photomontages correspond à la hauteur apparente dans la réalité.

Ainsi, des photomontages pourront être produits à différentes phases du projet afin d'aider à la compréhension, à l'appréhension et au choix du projet. De plus, comme indiqué précédemment, ces photomontages sont demandés lors de l'instruction du dossier par les services instructeurs.

Bien que la réalité puisse légèrement différer par rapport aux photomontages réalisés, ces derniers sont conformes à la méthodologie demandée par les services instructeurs et représentent du mieux possible l'aspect paysager des éoliennes dans leur environnement.

En revanche, aucun élément tangible ne vient appuyer l'affirmation que les photomontages présentés seraient faux.

*Hauteur des éoliennes démesurée
(Observation I9)*

Les éoliennes projetées pour la Ferme Éolienne de la Fontaine du Berger ont été étudiées de manière à répondre au mieux aux contraintes aéronautiques, de sécurités, paysagères, écologiques, techniques et foncières. Par conséquent, la hauteur des éoliennes a été définie suite à la mise en commun de multiples facteurs et se trouve donc justifiée au sein de l'Etude d'impact (Pièce n°1) comme de l'Etude paysagère (Pièce n°2).

Les modèles retenus dans le cadre du projet éolien de la Fontaine du Berger sont :

- * le modèle Nordex N117/3,6 MW de 164 mètres de hauteur totale (mât de 106 mètres de hauteur) pour les éoliennes E02 à E10,
- * le modèle Nordex N117/3,6 MW de 149 mètres de hauteur totale (mât de 91 mètres de hauteur) pour l'éolienne E01.

Cette comparaison conclut que « La différence de hauteur sera principalement perceptible au niveau des points de vue proches et ne présente pas d'incidence notable sur l'insertion des éoliennes dans le paysage. »

L'implantation des éoliennes est donc réfléchi de manière à limiter cette impression de hauteur démesurée et afin d'avoir une cohérence du projet avec le paysage environnant tout en permettant d'exploiter au mieux la ressource en vent du site.

*Incidence sur le tourisme
(Observations C20, R21)*

Un sondage réalisé fin 2003 dans la région Languedoc-Roussillon (région pionnière pour l'installation d'éoliennes) par l'institut CSA intitulé « Impact potentiel des éoliennes sur le tourisme en Languedoc-Roussillon » met en évidence l'absence totale d'impact. D'autres études ont été réalisées au niveau international avec des résultats similaires.

La découverte du parc éolien est une activité supplémentaire au panel d'activités proposées dans la région. Il a même été constaté, sur d'autres sites, une augmentation du nombre de visiteurs. Des sentiers pédagogiques ou de randonnées peuvent également être mis en place sur certains projets afin d'attirer touristes et curieux pour s'informer sur l'énergie éolienne (exemple : sentier éolien au pied du parc de Pégipou en Haute-Garonne).

Tant pour le public scolaire, l'autodidacte curieux, le randonneur ou encore le touriste (passage ou fixé dans la région), un parc éolien peut constituer un facteur d'attraction et contribuer au développement d'un tourisme industriel. De plus en plus, les parcs éoliens jouent un rôle de catalyseur pour le développement d'autres démarches de développement à proximité. De même, certains sentiers de découverte d'un pays

incluent la découverte de parcs éoliens. Toutes ces démarches contribuent à favoriser l'intégration des éoliennes dans le quotidien des habitants.

Comme par exemple, la visite du parc éolien de Cormainville (28), construit en 2006-2007 par VOLKSWIND et constitué de 30 éoliennes, est assurée par la Maison de la Beauce, avec le soutien technique de VOLKSWIND, a enregistré les fréquentations suivantes :

- En 2008 : 656 adultes et 270 scolaires,
- En 2009 : 401 adultes et 522 scolaires (hors Wind-Day (journée du vent)).

Sur le site du Plateau d'Ally, en Haute-Loire (43), un parc éolien a été érigé à proximité d'un vieux moulin. Ce site est promu sur www.auvergne-tourisme.info parmi de nombreux lieux de vacances en Auvergne. L'association « Action Ally 2000 » a même créé différentes activités de loisirs autour de ce moulin et de son parc éolien : visite guidée du parc, randonnée intitulée « Circuit dans le vent », pratique du char à voile renommé « Show de vent »... Leur site internet www.ally43.fr fait découvrir ces activités développées autour des éoliennes.

La question touristique est un enjeu de premier ordre pour les élus du territoire qui tiennent à le préserver et à le valoriser. Un parc éolien peut aussi avoir un impact positif sur le tourisme en permettant aux collectivités de s'équiper en structures d'accueil (piscines, tennis, randonnées à thèmes, gardes d'enfants, patrimoine public restauré...) via les retombées économiques.

L'implantation d'un parc est compatible avec l'accueil de touristes sur un territoire. Le parc éolien de la Fontaine du Berger ne s'opposerait donc pas aux efforts effectués pour le développement du tourisme local.

*Proximité avec la ferme de Bertaignemont
(Observation I9)*

La ferme de Bertaignemont est située à environ 665 m de la première éolienne (E09). La réglementation impose une distance aux habitations de 500 m, ce qui est respectée par le projet.

L'information des propriétaires et des exploitants a été faite durant tout le déroulé du projet : de la signature de la promesse de bail à l'enquête publique en passant par les lettres d'informations distribuées dans les boîtes aux lettres. Des échanges réguliers (téléphone, mail, ...) à ces personnes ont aussi été réalisés. Par ailleurs, le parc éolien de la Mutte (actuellement en construction par une tierce société sur le territoire de Landifay-et-Bertaignemont) intègre comme partenaire foncier exclusif la SA de Bertaignemont (Monsieur CARLIER Hubert et fils), pleinement favorable depuis plus de 10 ans aux éoliennes en relative proximité (ici, 500m) de son habitation.

M. CARLIER (habitant de la ferme de Bertaignemont) a été correctement informé du projet et sa présence ne le dérange pas comme il en atteste dans son courrier du 3 novembre 2017 (voir annexe 2).

Avis du commissaire-enquêteur sur la partie 3

Destruction du paysage

Tout paysage est en constante évolution avec la construction de routes et de ronds-points. Le cas de l'éolien est quand même différent du fait de l'insertion dans le paysage de machines de grande hauteur. Ces machines sont visibles de très loin, surtout la nuit avec le balisage puisque le commissaire-enquêteur voit facilement depuis son habitation le parc de Remigny (8 km) ou celui d'Urvillers (20 Km). Le début de l'électrification a vu aussi fleurir des pylônes supportant les lignes à haute tension mais ceux-ci sont statiques, non compacts et moins hauts.

J'ai personnellement constaté l'évolution d'un paysage grâce à des photos aériennes d'un village de la Thiérache (Lemé) avant et après une opération de remembrement : on y observe la suppression de très nombreuses haies allant de pair avec l'augmentation de la taille des parcelles cultivées. Le paysage n'est donc pas constitué d'une image figée.

Je note les résultats de l'enquête du CSA indiquant que près de 3 français sur 4 considèrent les éoliennes bien implantées dans le paysage. Je me demande personnellement quelles personnes ont été interrogées lors de cette enquête et quel aurait été le résultat si l'enquête avait été réalisée dans le département de l'Aisne.

Je considère donc que le projet va entraîner une modification du paysage bien que le projet s'insère entre le parc de la Mutte et le parc des éoliennes de Clanlieu **qu'il complète et densifie** conformément aux orientations du SRE.

Certains peuvent se demander « **pourquoi a-t-on autorisé les parcs de la Mutte et de Clanlieu ?** »

Non-respect du patrimoine culturel, Proximité avec le cimetière de la Désolation, Encerclement de la ville de Guise et le village d'Audigny.

De nombreux photomontages ont été réalisés dans le périmètre immédiat du projet.

Je partage l'avis du porteur de projet quant au respect du patrimoine culturel dont le site de la Nécropole Nationale de Flavigny-le-Petit : après une visite sur site, on peut constater que les parcs de la Mutte, du Val d'Origny et du parc de Clanlieu ne sont pas en co-visibilité avec le cimetière de la Désolation. La nécropole est entourée d'arbres et arbustes qui masquent la ligne de crête. Il faut se déporter sur la gauche de l'entrée pour effectivement apercevoir au loin les parcs de Mont-d'Origny et le parc de la Mutte en construction.

Concernant l'encerclement de la ville de Guise, l'étude montre que « le projet augmentera de 9° la part du champ de vision occupée par des éoliennes depuis la ville de Guise » car il sera enclavé entre les projets éoliens de Puisieux-Clanlieu (autorisé), de la Mutte (actuellement en construction sur le territoire de Landifay-et-Bertaignemont) et celui de Mont-d'Origny.

Le donjon de Guise est visible de très loin sur les routes environnantes, mais pour m'être rendu dans le château et déambulé dans le parc, il est difficile d'apercevoir les éoliennes environnantes, surtout celles en construction du parc de la Mutte.

De même, depuis la sortie du village d'Audigny, le projet sera peu visible. Exception pour le château de l'Estang qui aura visibilité surtout sur le parc de la Mutte et le parc de Clanlieu (l'éolienne du projet la plus proche se situe à 3,9 Km du château).

Fiabilité des photomontages

Je suis d'accord avec le pétitionnaire sur le fait que les services instructeurs disposent du même logiciel que les porteurs de projet et vérifient régulièrement les photomontages présentés. Par le passé, certains photomontages diminuaient volontairement la hauteur des machines (cas déjà rencontré et souligné par la DREAL en son temps) mais ce temps est révolu.

Je note que Monsieur Doucy a une méthode très intéressante et personnelle quant à l'élaboration de ses propres photomontages mais cette méthode n'est pas reconnue par les services instructeurs.

Hauteur des éoliennes démesurée

Le commissaire-enquêteur n'a pas de commentaire à formuler sur ce sujet car s'applique la législation sur les ICPE.

Incidence sur le tourisme

Si les retombées financières d'un parc éolien peuvent avoir un impact positif sur les équipements d'un village, je doute fortement qu'un parc éolien puisse 'attirer' les touristes et les exemples cités dans la réponse sont des faits singuliers et peu fréquents. Dans une zone fortement pourvue en éoliennes, l'éventuel touriste recherchant une information sur un parc éolien n'aurait que l'embarras du choix !

Proximité avec la ferme de Bertaignemont

Je n'ai pas de commentaire à formuler sur le fait que le gérant de la Ferme de Bertaignemont est favorable aux projets éoliens développés sur ses propriétés.

3.2.5. Partie 4 Ecologie

Avis et commentaires techniques du maître d'ouvrage sur la partie 4

Incidence des éoliennes sur les oiseaux migrants et sur les chiroptères (Observations R7, R13, I9)

L'étude écologique (Pièce n°3) est réalisée par un bureau d'étude spécialisé, Auddice. L'avifaune et les chiroptères ont été prospectés sur un cycle biologique complet. Des sorties diurnes et nocturnes ainsi que des écoutes en altitudes ont été réalisées. Les méthodes d'inventaire de la faune et de la flore sur l'aire d'étude sont présentées en annexe du rapport écologique.

Après les réponses aux compléments demandés par la DREAL, les services de l'Etat ont jugé le projet de la Fontaine du Berger recevable notamment dans sa complétude et proportionnalité aux enjeux.

Concernant les oiseaux migrants, l'étude conclut que :

«En phase d'exploitation, les risques de collisions sont relativement réduits. En effet, la ferme éolienne de la Fontaine du Berger n'est pas située à proximité d'un axe majeur de migration. Toutefois, en période de migration postnuptiale, des passages de quelques centaines d'individus d'Alouette des champs peuvent être observés à l'est du projet en direction du Bois de Bertaignemont. Le nombre de collisions connues en Europe pour cette espèce est de 270 dont 19 en France (Dürr, 2015). De fait, au regard des populations de cette espèce en Europe et en France, si le projet entraînait des collisions, celles-ci ne remettraient aucunement en cause les populations de l'espèce.

De plus, l'implantation du projet prend en compte les différents couloirs locaux de migration que sont :

- * L'axe NE/SO formé par la « Vallée de Herlainne » et « La Petite Vallée » à l'ouest du plateau agricole, avec l'ensemble des éoliennes disposées parallèlement à celui-ci.
- * L'axe formé par la « Vallée Loizeau » et « La Fontaine du Berger » à l'ouest du projet, avec les éoliennes les plus proches à plus de 500 m et parallèles à celui-ci.
- * L'axe globalement orienté N/S entre le Bois de Couvron et le Bois de Bertaignemont, avec un espace inter-éoliennes de 700 m entre les éoliennes les plus proches (E02 et E05).

Ainsi la conception du projet permet à l'avifaune d'anticiper la présence des éoliennes et donc de minimiser son impact sur les migrants et les déplacements locaux. »

Concernant les chiroptères, l'étude indique :

« Deux éoliennes se situent à moins de 200 mètres des haies. Toutefois, l'état initial a mis en évidence que les déplacements au sein des parcelles agricoles sont sporadiques et peu fréquents même en présence de haies.

En effet, l'éolienne E01 se trouve à 75 mètres de la haie à l'ouest de celle-ci et l'éolienne E09 à 55 mètres de la haie au sud. Ces éoliennes présentent donc un faible risque de collision notamment pour les Pipistrelles commune et de Nathusius.

Au regard de ces éléments, des mesures seront à prendre afin de limiter les impacts potentiels du projet sur les chauves-souris notamment pour les éoliennes E01 et E09. »

Les effets cumulés ont également été analysés. La conclusion (p.97 et p.104) indique : « L'impact cumulé du projet de la ferme éolienne de la Fontaine du Berger et des parcs éoliens déjà en place, accordés ou en instruction, à l'échelle du plateau agricole semble faible à modéré. En effet, de grands espaces de respiration permettent les déplacements locaux pour l'avifaune ainsi que les haltes migratoires à l'échelle du périmètre éloigné, notamment pour les limicoles. Enfin, l'impact cumulé concernant les risques de perturbations du domaine vital chez les busards en phase de construction peut être considéré comme faible. Ainsi les effets cumulatifs sont modérés au niveau du plateau agricole pour les limicoles mais très faible au sein du périmètre éloigné (15 km) et sont sans conséquence pour le reste de l'avifaune.

Afin de réduire au minimum les risques de collision des chauves-souris, notamment au niveau des éoliennes E01 et E09 situées à moins de 150 mètres de haies, l'emprise de ces haies située à moins de 150 m de ces éoliennes sera supprimée. Ainsi, seront supprimés la haie à l'ouest de l'éolienne E01 d'une longueur de 81 m et la haie au sud de l'éolienne E09 d'une longueur de 233 m, soit 314 mètre linéaire de haie.

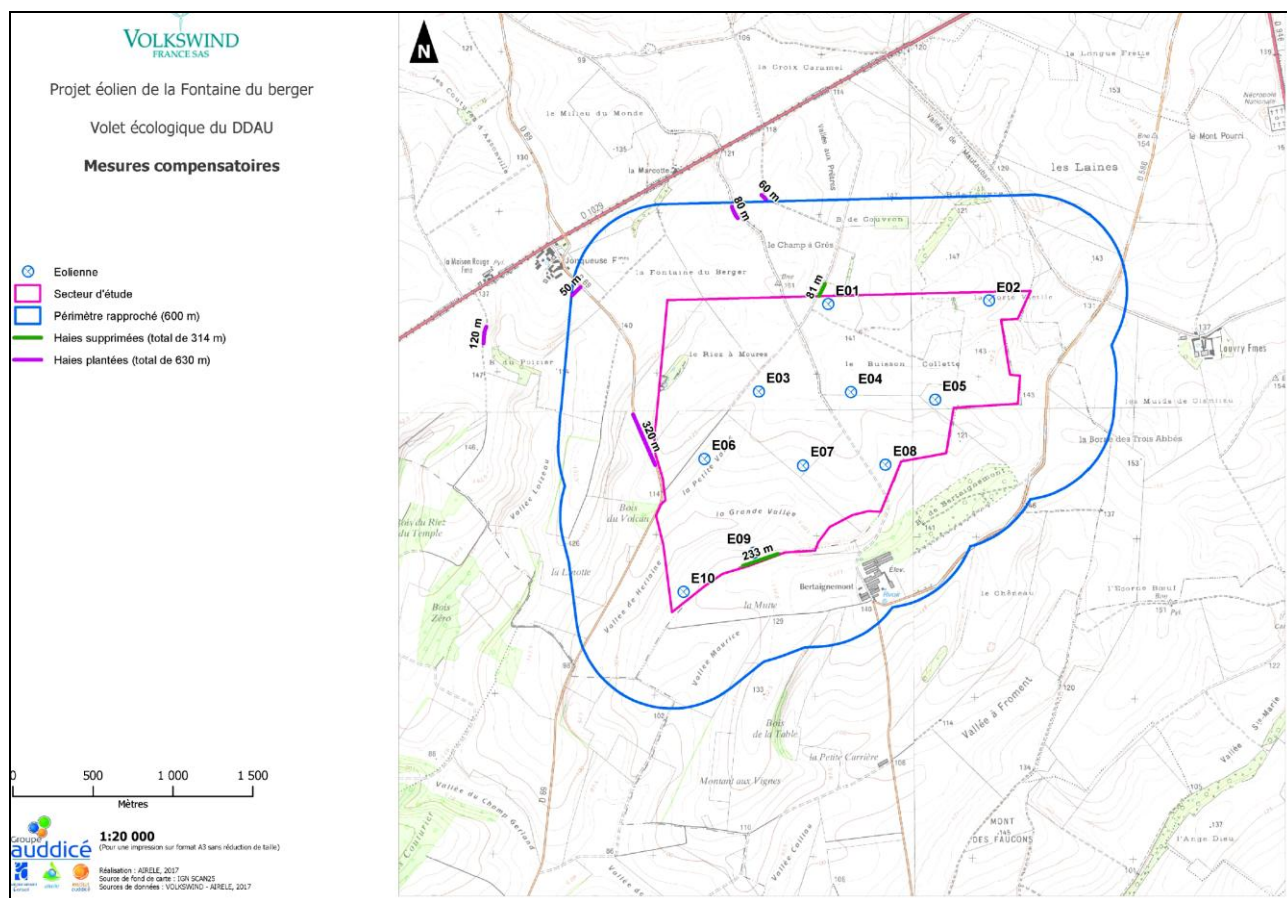


Figure 7 : Carte de localisation des haies supprimées et des haies plantées (Volkswind)

La suppression de ces haies sera compensée par la plantation de nouvelles haies totalisant le double de leur longueur, soit 628 mètres linéaires. Le pétitionnaire en a conventionné 630 m.

Au regard de la mise en place des mesures de suppression des haies, le risque de collision est négligeable. De fait, l'impact résiduel pour les chiroptères est non significatif. »

Que ce soit pour l'avifaune ou pour les chiroptères : « La mise en place des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement devrait réduire les potentiels impacts à un niveau non significatif. Les suivis post-implantation devraient permettre un contrôle de l'impact potentiel et la mise en place de nouvelles mesures si nécessaires. »

Avis du commissaire-enquêteur sur la partie 4

Peu d'observations ont été recueillies sur ce thème. Madame Bernardeau (observation R13) signale le passage de 150 cigognes à Le Hérie en août 2017. Nonobstant ce signalement, la MRAe mentionne que « le site d'implantation n'est pas situé dans un couloir de migration connu de l'avifaune. Par contre, le secteur est concerné par des enjeux forts à très forts pour les Busards cendré et Saint-Martin en période de reproduction. »

L'avis de la MRAe signale que « les données bibliographiques concernant les chiroptères indiquent que le secteur est potentiellement sensible pour les chiroptères du fait de la proximité de la vallée de l'Oise et du fort de Guise, site majeur pour l'hibernation des chauves-souris. »

L'étude écologique réalisée par le cabinet Auddice indique que « **la qualité des haies devant être détruites est négligeable.** »

Rien ne permet cette affirmation car aucune étude n'a été diligentée sur ce sujet, elle est donc contestable ainsi que le mentionne la MRAe.

Je partage l'avis de l'autorité environnementale dans ses recommandations :

- * analyser la fonctionnalité des haies et boisements existants, en tant qu'habitat et éléments fixes du paysage, notamment ceux que le projet prévoit de détruire ;
- * d'en déduire une distance de retrait des éoliennes E01 et E09, **qui ne saurait être inférieure à 200 mètres** selon les recommandations d'Eurobats
- * des écoutes en altitude n'ont pas été réalisées. Or, un inventaire en altitude et en continu est considéré par la société française pour l'étude et la protection des mammifères comme le principal outil pour quantifier le risque de mortalité des chiroptères puisqu'il permet de mesurer leur activité aux altitudes à risques, y compris les phénomènes de transit et les phénomènes migratoires.
- * La mesure de réduction des impacts n'apparaît pas satisfaisante car le dossier ne démontre pas que les haies replantées assureront la même fonctionnalité écologique que les haies existantes dès lors qu'aucune étude de la fonctionnalité de ces haies n'a été réalisée.

Malgré tout, après mise en place de la mesure de suppression de 314 mètres de haies, le projet ne respectera pas la recommandation d'Eurobats relative à l'éloignement de 200 mètres entre les éoliennes et les boisements ou haies puisque les éoliennes E01 et E09 seront à moins de 160 mètres de haies.

De l'avis du commissaire-enquêteur, la suppression de ces 2 machines est nécessaire afin de respecter les recommandations d'Eurobats et éviter la suppression de haies qui abritent peut-être d'autres espèces non répertoriées.

3.2.6. Partie 5 Remarques spécifiques

Avis et commentaires techniques du maître d'ouvrage sur la partie 5

Proximité des éoliennes avec la parcelle D11 sur la commune de Macquigny (Observation P6)

Les éoliennes E03 et E06 sont situées à environ 68 m du Chemin de la Fère, les éoliennes projetées étant des NORDEX N117, les pâles ont une longueur de 58,5 m. Les éoliennes les plus proches de la parcelle D11 sur la commune de Macquigny, ne survolent donc ni le Chemin de la Fère ni la parcelle D11.

Voir le plan de masse page 26 du mémoire en réponse (Note du C.E.)

De plus, l'Étude de danger (pièce n°9) conclut un risque « acceptable » concernant ces éoliennes au vu des accidents potentiels (Effondrement, Projection d'éléments ou projection de glace). Par conséquent, les craintes de sécurité pour la parcelle D11 sont infondées et ne nécessitent pas le recul de ces éoliennes.

Lors de la construction du projet, les convois emprunteront le Chemin de la Fère pour desservir les éoliennes. Ce chemin sera renforcé et aménagé de façon à pouvoir supporter le passage des convois, ceci à la charge du pétitionnaire. Les aménagements nécessaires seront intégralement contenus dans les limites cadastrales du chemin et des parcelles contenant les éoliennes. Ainsi, aucune autre parcelle privée voisine (comme la parcelle D11) ne sera utilisée dans le cas de l'accès aux éoliennes E06 et E03.

Le pétitionnaire définit le porteur du projet privé Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger (société d'exploitation), à savoir la société VOLKSWIND France. C'est bien à la société porteuse du projet qu'incombe le coût de la remise en état des chemins/accès publics permettant la desserte de chacune des 10 éoliennes de ce projet. Par convention d'utilisation de ces accès (signée le 19/10/2016, annexe 3), nous en avons convenu avec la commune de Macquigny => voir notamment l'Art. 3 : « engagements de la société ». Il ne sera donc, en aucun cas, demandé aux propriétaires fonciers ni aux exploitants agricoles de prendre en charge financièrement cette remise en état.

A l'inverse, elle leur bénéficiera tout autant qu'à nous, pour l'accès à leurs parcelles.

La parcelle D11 située sur la commune de Macquigny ne sera en aucun cas amputée d'une partie de sa surface du fait de l'accès (communal) aux parcelles supportant les éoliennes E03 et E06.

Perturbation de la réception télévisuelle et interférences dans la géo localisation des GPS des tracteurs (Observation I17)

Dans le cadre du présent projet, toutes les précautions ont été prises, notamment par la consultation des services concernés, pour éviter d'éventuelles interactions avec les fuseaux de transmission hertzienne. Cependant, en cas de perturbations avérées de la réception des ondes par les riverains, le maître d'ouvrage

mettra en place les mesures nécessaires au rétablissement d'une réception satisfaisante, par l'installation d'antennes plus performantes par exemple, ou de récepteur TNT.

Les services les plus sensibles aux perturbations provoquées par les éoliennes sont ceux utilisant des modulations d'amplitude, ce qui est notamment le cas de la radiodiffusion TV analogique, bien que la présence du signal réfléchi et l'effet Doppler puissent avoir un impact sur la réception de tout système radioélectrique. De nombreux services en basse fréquence utilisent aussi des modulations d'amplitude. En revanche, les services mobiles (réseaux privés ou cellulaires) ou la radiodiffusion FM sont, par nature, mieux adaptés à des environnements multi-trajets. Les systèmes numériques de radiodiffusion utilisant la technologie OFDM sont eux aussi conçus pour être robustes aux brouillages liés aux trajets multiples.

En ce qui concerne les réseaux satellitaires, ce sont justement ce genre de solutions qui sont mis en œuvre dans le cas d'une mauvaise réception télévisuelle et les paraboles permettent bien de récupérer une réception TV satisfaisante. Aucune étude n'apporte d'élément particulier sur ce type de perturbation vis-à-vis des GPS.

La société « VANTAGE by trimble agriculture », basée dans l'Indre, qui vend des GPS pour engins agricoles et dont certains clients exploitent des parcelles au milieu de parcs éoliens atteste n'avoir reçu aucun retour de client suite à un dysfonctionnement qui pourrait être dû à des éoliennes (voir annexe 4).

Ainsi, les éoliennes ne peuvent avoir un impact fort sur les réseaux permettant la géo localisation notamment la radio et donc ne remettent pas en cause le fonctionnement des GPS. Toutefois, en cas de problème avéré pour plusieurs agriculteurs, la Ferme éolienne de la Fontaine du Berger pourra réfléchir à la mise en place d'un amplificateur -réémetteur d'onde pour éviter la perturbation par les éoliennes.

*Utilisation des terres cultivables
(Observation I17)*

La réalisation du parc éolien se traduira par la consommation permanente de l'ordre de 5,07 ha de terres agricoles.

Les exploitants concernés sont indemnisés de la perte de leur terre, ce qui leur assure un revenu ferme pour 25 ans. Cela contribue à la stabilité financière d'exploitations agricoles dont les revenus sont nécessairement variables en fonction des récoltes.

En regard de la hauteur des éoliennes, aucun impact pour la pratique agricole n'est à prévoir. La création des voies d'accès aux éoliennes est incontournable et peut prélever des surfaces de terres agricoles. En ce qui concerne la dimension et la longueur de ces voies, la société pratique la politique de « moindre emprise » en n'utilisant que les surfaces strictement nécessaires à l'accès et à l'entretien des installations. Aucune emprise n'est conservée « en réserve » pour quelque utilisation que ce soit. L'utilisation des chemins existants est privilégiée lorsque cela est possible.

Le projet ne remet absolument pas en cause le dynamisme et l'économie agricole locale.

*Propriété, entretien et construction des éoliennes
(Observation C12)*

Les éoliennes du projet appartiennent au pétitionnaire, soit à la société Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger SAS. C'est au pétitionnaire qu'incombe la construction et l'entretien des machines et ce pendant toute leur durée de vie.

Cependant, notamment car dans les premières années suivant la mise en service les éoliennes sont sous garantie constructeur, le pétitionnaire fait appel à des entreprises prestataires pour réaliser les travaux.

Dans le cas de la Ferme Eolienne de la Fontaine du Berger, ce sont des éoliennes de type Nordex qui sont projetées. Par conséquent le levage puis l'entretien des éoliennes sera réalisé par la société Nordex spécialisée dans l'éolien et qui dispose d'un centre de maintenance à Laon (02) notamment. A la fin de la garantie constructeur, le pétitionnaire aura le choix de changer ou non de prestataire de service.

Au cours de la vie du parc, plusieurs intervenants (notamment des sous-traitants) se présenteront sur le site. Chaque parc éolien en exploitation doit disposer d'un plan de prévention des risques fixant les conditions d'intervention de chacun sur le parc, les mesures de sécurité à prendre pour éviter les risques et les actions à mener en cas d'accident. Chaque intervenant est signataire de ce plan de prévention afin que nul ne l'ignore. Il doit apporter la preuve de l'habilitation de son personnel intervenant (habilitation électrique, attestation de travail en hauteur, etc.). Plus généralement, il existe également des procédures mises en place avec les SDIS, des affichages dans et à l'extérieur des éoliennes portant sur les règles de sécurité, les risques, etc.

L'exploitant reste seul et unique responsable de la bonne tenue des installations et de la sécurité y compris lors d'intervention de sous-traitants.

*Utilité de l'énergie éolienne et part de l'éolien dans le mix énergétique
(Observation C12)*

Les avantages de l'éolien sont multiples :

- L'énergie éolienne est une énergie renouvelable qui ne nécessite aucun carburant, ne crée pas de gaz à effet de serre, ne produit pas de déchets toxiques ou radioactifs. En luttant contre le changement climatique, l'énergie éolienne participe à long terme au maintien de la biodiversité des milieux naturels.
- L'énergie éolienne produit de l'électricité éolienne : sans dégrader la qualité de l'air, sans polluer les eaux (pas de rejet dans le milieu aquatique, pas de pollution thermique), sans polluer les sols (ni suies, ni cendres).
- Lorsque de grands parcs d'éoliennes sont installés sur des terres agricoles, seulement 2 % du sol environ est requis pour les éoliennes. La surface restante est disponible pour l'exploitation agricole, l'élevage et d'autres utilisations.
- Les propriétaires fonciers qui accueillent des éoliennes reçoivent un paiement pour l'utilisation de leur terrain, ce qui augmente leur revenu ainsi que la valeur du terrain.

- La production éolienne d'électricité suit notre consommation d'énergie: le vent souffle plus souvent en hiver, cette saison étant celle où la demande d'électricité est la plus forte.
- L'énergie éolienne est l'une des sources de production d'électricité permettant de parvenir à moindre coût à la réalisation des objectifs que s'est fixée la France pour 2020 : 23% d'énergies renouvelables (éolienne et autres) dans la consommation globale d'énergie.
- Les éoliennes permettent grâce aux différentes taxes professionnelles et aux retombées économiques de participer au développement local des communes et communautés de communes.
- Les autres activités agricoles et industrielles peuvent continuer autour d'un parc éolien.
- Le prix de revient d'une éolienne a fortement diminué depuis 2011 suite aux économies d'échelle qui ont été réalisées sur leur fabrication.
- Un parc éolien prend peu de temps à construire, et son démantèlement garantit la remise en état du site original.
- L'éolien est créateur d'emplois : l'observatoire de l'éolien en 2017 donne les chiffres suivants au 31/12/2016 => pour 12 065 MW installés sur le territoire national, 15 870 emplois éoliens sont localisés en France (1 400 emplois éoliens supplémentaires en 2016 répartis sur 800 sociétés actives dans l'éolien).

La puissance du parc éolien français s'établit à 13,6 GW au 31 mars 2018 et la production d'électricité éolienne s'élève à 24 TWh sur l'année 2017. Elle représente près de 5 % de la consommation électrique française selon RTE. La puissance raccordée au cours de l'année 2017 s'élève à 1 797 MW selon le Panorama de l'électricité renouvelable 2017.

Avis du commissaire-enquêteur sur la partie 5

Proximité des éoliennes avec la parcelle D11 sur la commune de Macquigny

Observation verbale de Monsieur GODFRIND enregistrée par le commissaire-enquêteur.

Monsieur Jean GODFRIND juge que les éoliennes E3 et E6 sont trop près de sa parcelle D11. En conséquence, il demande l'éloignement de ces machines d'une distance d'au moins 30 mètres. Il m'a fait part de ses craintes concernant le coût de la remise en état du chemin de La Fère car il ne souhaite pas participer financièrement à ces opérations.

Monsieur GODFRIND est venu à chaque permanence du commissaire-enquêteur, une copie de la réponse du pétitionnaire ci-dessus lui a été remise ce qui a suffi à dissiper ses craintes.

Perturbation de la réception télévisuelle et interférences dans la géo localisation des GPS des tracteurs

Je note que la législation en vigueur impose aux porteurs de projet de mettre en place des solutions adaptées en cas d'une mauvaise réception télévisuelle ou de perturbation pour le guidage des tracteurs par GPS.

Utilisation des terres cultivables

Tout projet éolien consomme effectivement des surfaces agricoles qui retrouveront après démantèlement leur destination initiale. Dans ce chapitre, le pétitionnaire estime que le versement d'indemnités « contribue à la stabilité financière d'exploitations agricoles dont les revenus sont nécessairement variables en fonction des récoltes ».

Je pense au contraire qu'un exploitant agricole souhaite avant tout produire des matières premières agricoles dans le respect de l'environnement et vivre de cette exploitation. Il ne souhaite généralement pas

être dépendant de primes ou d'aides diverses en tout genre telles que la PAC ou la redevance éolienne. C'est parce que les revenus agricoles sont insuffisants et variables que certains ont accepté d'installer des machines sur leur propriété.

Je relève enfin que la Commission Départementale Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers) ne s'est pas encore réunie pour aucun projet éolien alors qu'au-delà d'une surface grevée de 2 ha cette commission doit remettre un avis. Dans d'autres départements de la région Hauts de France, ces commissions sont actives.

Propriété, entretien et construction des éoliennes

Je n'ai aucune remarque à formuler sur le fait que l'exploitant reste le seul et unique responsable de la bonne tenue des installations et de la sécurité.

Utilité de l'énergie éolienne et part de l'éolien dans le mix énergétique

Après développement par le pétitionnaire de points positifs en faveur de cette production d'énergie (énergie renouvelable, propre, participation au mix énergétique de la France...), il convient d'apporter également des points négatifs tels que :

- * La consommation de terres agricoles jugée acceptable avec 2% du sol requis pour les éoliennes pour une exploitation de l'ordre de 250 ha, ce qui représente quand même 5 ha. En comptabilisant les projets aux alentours, ce sont près de 93 ha qui seront grevés à terme.
- * le vent souffle plus fort en hiver, c'est vrai. Mais en cas de grand froid, du fait de la présence de l'anticyclone, les éoliennes ne tournent pas malgré une demande importante en énergie.
- * Les retombées financières en faveur des communes et communautés de communes ne sont en fait qu'une redistribution payée par l'utilisateur d'électricité (qui est aussi contribuable) via la CSPE.
- * Le démantèlement d'un parc s'arrête 1 mètre sous la surface du sol laissant le bloc de béton en terre pour une centaine d'années. 8.000 éoliennes sont déjà installées en France. La loi sur la Transition Énergétique prévoit l'installation de 20.000 éoliennes terrestres à l'horizon 2025 : ce seront 30 millions de tonnes de béton nécessaires à la construction du socle et jamais enlevées.

Les points négatifs évoqués ci-dessus ne sont que le reflet de réflexions entendues lors des permanences.

Sans nul doute, cette industrie permet l'atteinte des objectifs en matière d'énergie renouvelable décidés par l'Etat et les gouvernements successifs depuis plus de 20 ans. Mais à quel prix ?

Je m'étonne également, à l'instar de commentaires verbaux entendus lors des permanences, des objectifs de la France en matière d'ENR (Energies Renouvelables) : se fixer une part des **énergies renouvelables à 32 % de la consommation en 2030, soit 5 points de plus que la cible définie à l'échelle de l'Union Européenne, alors que 27% était déjà une cible ambitieuse.**

Il est également plus que probable que dans le futur des solutions de stockage de l'énergie électrique seront disponibles via un système de remontée d'eau en altitude ou l'aide d'un stockage souterrain d'air comprimé.

4. APPRECIATION DU PROJET

Afin de pouvoir établir une conclusion objective et émettre un avis après avoir étudié le dossier, les avis du public et les réponses du porteur de projet, il convient d'examiner les points positifs et négatifs de ce projet. Le commissaire-enquêteur livre ici une appréciation non exhaustive de ces différents points.

Impacts du projet sur les émissions de CO2

C'est la motivation principale de tout projet éolien.

La filière éolienne tient effectivement une place de choix dans la réalisation des objectifs que la France s'est fixés puisque un quart de la puissance nécessaire sera réalisé grâce à l'énergie éolienne (25 000 MW dont 19 000 MW sur terre et 6 000 MW en mer). Cette dynamique, enclenchée depuis plus de deux décennies, **jamais remise en cause par les gouvernements successifs**, se poursuit désormais avec des engagements à plus long terme à l'image de la **Commission Européenne** qui vient de proposer un **objectif contraignant de 27% d'énergies renouvelables en 2030**.

Indépendamment de ces objectifs fixés par la Commission Européenne, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) a été promulguée le 17 août 2015 fixe des objectifs en matière de développement des EnR encore plus ambitieux, et notamment :

- **Augmenter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % en 2030** (soit 5 points de plus que la cible définie à l'échelle de l'Union Européenne)

La Cour des Comptes (Rapport mars 2018 LE SOUTIEN AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES) note que ces objectifs apparaissent plus ambitieux que ceux imposés par la stricte transition du droit de l'Union européenne.

Le projet éolien de la Fontaine du Berger est composé de dix éoliennes de type NORDEX N117- 3,6 MW ayant un diamètre de rotor de 117 mètres. Les éoliennes possèdent un mât de 91 mètres pour une hauteur totale de 149 mètres (E01) et de 106 m pour une hauteur totale de 164 mètres (les neuf autres machines). Le projet contribuera à respecter les objectifs fixés par la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte.

Objectifs de production

La puissance nominale du parc éolien est de 36 MW. Le facteur de charge estimé est de 33,9 %, ce qui équivaut à un fonctionnement à pleine charge pendant 2 765 heures.

La production annuelle estimée est alors de 107 000 MWh (soit 107 GWh) par an. Cette production représente la consommation de 33 438 foyers (hors chauffage électrique, 3200 kWh/an/ménage). La production du parc éolien permettra d'éviter le rejet dans l'atmosphère de 23 760 Tonnes de CO2 par an (660 t/MW installé/an). L'électricité produite sera injectée sur le réseau de distribution national. A noter que le Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REN) des Hauts-de-France est en cours de révision. Le projet de schéma a été remis au préfet de région le vendredi 13 juillet 2018.

Certaines personnes pensent que cette production d'énergie par voie éolienne est inutile et trop coûteuse : **les objectifs ci-dessus ont été définis par nos gouvernants.**

Je respecte le désaccord des personnes rejetant l'éolien industriel mais il n'appartient pas au commissaire-enquêteur de se prononcer sur des décisions législatives ou réglementaires. **L'objectif de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité est inscrit dans la stratégie gouvernementale.**

Il convient de noter que la **fabrication d'une éolienne produirait environ 4600 tonnes de CO2** selon certaines estimations. Si le parc est prévu par exemple pour une durée de 25 ans, **la non émission annuelle de CO2 serait ainsi réduite de 7,7 %.**

Localisation du parc

Les parcs éoliens les plus proches sont situés sur la rive droite de l'Oise, à environ 4 kilomètres du secteur du projet. Les parcs en fonctionnement de Hauteville et de Noyales sont visibles depuis plusieurs points du périmètre intermédiaire en covisibilité avec le secteur du projet et en particulier depuis la RD1029.

Le contexte éolien est actuellement en cours d'évolution avec la construction des parcs éoliens de la Mutte et des éoliennes de Clanlieu. Elles s'inscrivent sur des lignes de crêtes parallèles directement au sud du secteur d'étude. Le parc éolien de Val d'Origny s'inscrit quant à lui à l'est du bourg de Mont d'Origny. Il est séparé du secteur d'étude par une «côte» boisée.

Le parc éolien de la Fontaine du Berger est enclavé entre le parc de la Mutte et le parc des éoliennes de Clanlieu.

Il se situe en zone favorable sous conditions à l'éolien prévu par l'ex SRE.

Eloignement des habitations

L'habitation la plus proche est la ferme de Bertaignemont avec une distance par rapport au projet de 665 mètres. Les villages autour du projet sont à des distances bien supérieures à la distance réglementaire de 500 mètres.

L'impact bruit sur l'habitat local devrait être pratiquement nul.

Lieu	Distance à l'éolienne la plus proche (m)
La Marcotte	1 254
Jonqueuse	1 404
Ferme de Bertaignemont	665
Ferme de Louvry	1 288
Macquigny	2 930
Hérie-La-Vieville	4 700
La Désolation	2 120
Audigny	2 750
Landifay-et-Bertaignemont	3 740
Château de Puisieux-Clanlieu	5 680
Donjon de Guise	3 750

Impact paysager

La modification du paysage et l'impact visuel du parc sont les premières préoccupations des riverains et habitants de la région. Le paysage sera transformé par la présence des 6 machines du parc de la Mutte et les 6 autres du parc des éoliennes de Clanlieu : ces modifications peuvent entraîner des difficultés d'adaptation pour certaines personnes.

Il ne faut pas oublier la désagréable sensation éprouvée par certaines personnes : **la sensation d'étouffement et de stress en circulant parmi les différents parcs éoliens, exacerbée par le balisage nocturne des machines.**

Encerclement des communes

Une étude d'encerclement des villes de Guise, Macquigny, Landifay-et-Bertaignemont et d'Origny-Sainte-Benoite a été réalisée dans le volet paysager du dossier.

Concernant l'encerclement de la ville de Guise, l'étude montre que « le projet augmentera de 9° la part du champ de vision occupée par des éoliennes depuis la ville de Guise » car il sera enclavé entre les projets éoliens de Puisieux-Clanlieu (autorisé), de la Mutte (actuellement en construction sur le territoire de Landifay-et-Bertaignemont) et celui de Mont-d'Origny. De même, depuis la sortie du village d'Audigny, le projet sera peu visible. Exception pour le château de l'Etang qui aura visibilité surtout sur le parc de la Mutte et le parc de Clanlieu (l'éolienne du projet la plus proche se situe à 3,9 Km du château).

Impact sur la biodiversité et l'habitat naturel

L'impact du parc éolien est qualifié de faible à modéré. A noter la suppression de 314 mètres de haies (81m. pour l'éolienne E01 et 233m. pour l'éolienne E09) pour assurer l'éloignement des éoliennes des haies et boisements. Comme mesure de compensation, le pétitionnaire prévoit la plantation de 2 551 m² et 630 mètres linéaires de haies, plus au nord.

L'étude indique que la qualité des haies devant être détruites est négligeable, mais cette appréciation n'est absolument pas fondée sur une étude précise de la fonctionnalité de ces habitats. Elle est donc contestable. De plus, le dossier ne démontre pas que les haies replantées assureront la même fonctionnalité écologique que les haies existantes dès lors qu'aucune étude de la fonctionnalité de ces haies n'a été réalisée.

Après mise en place de la mesure de suppression de 314 mètres de haies, **le projet ne respectera pas la recommandation d'Eurobats relative à l'éloignement de 200 mètres entre les éoliennes et les boisements ou haies puisque les éoliennes E01 et E09 seront à moins de 160 mètres de haies.** Cette préconisation stipule que **les éoliennes ne doivent pas être installées en forêt, quel qu'en soit le type, ni à moins de 200m** en raison du risque de mortalité élevé.

La suppression de ces 2 machines est nécessaire.

Dans tous les cas, il conviendra de vérifier la mortalité des oiseaux autour des éoliennes.

Recommandation 1 : Un suivi de mortalité des oiseaux autour des éoliennes sera réalisé dans les 3 ans suivant la mise en service.

Impact sur la santé, impact bruit

La réglementation ICPE impose des seuils d'émergences, c'est-à-dire des seuils de bruit «ajouté» par le projet éolien au bruit de l'environnement, à respecter :

- * De jour, les émergences ne peuvent pas excéder 5 dB(A)
- * De nuit, les émergences ne peuvent pas excéder 3 dB(A)

Il existe cependant un risque de dépassement des émergences en période nocturne au niveau de la ferme de Bertaignemont pour la machine E08 et avec une vitesse de vent de 6 m/s. De ce fait, un bridage adapté aux dépassements des émergences en période nocturne sera mis en place.

De plus, une réception acoustique sera effectuée après la mise en service du parc dans le but de s'assurer du respect de la réglementation et vérifier le plan de bridage mis en place.

Les distances d'éloignement vis-à-vis des habitations sont supérieures à celles imposées par la législation et à cette distance, les nuisances sonores semblent relativement modérées

Recommandation 2 : Une étude d'impact acoustique devrait être réalisée dans un délai de 6 mois après la réception du parc, afin de vérifier le fonctionnement optimisé du bridage proposé par le pétitionnaire.

L'analyse des risques dans l'étude de dangers permet d'atteindre un niveau de risque aussi faible que possible, dans des conditions économiques acceptables.

Acceptation du projet par la population

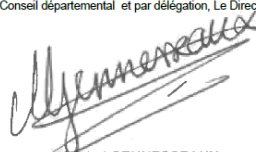
D'une façon générale, quelques opposants font valoir que la région Picardie a déjà largement contribué à l'essor de l'industrie éolienne. Or, à ce jour, la puissance en service dans l'ex région est inférieure à 2000 MW pour un objectif d'atteindre une puissance installée de 2800 MW éoliens à l'horizon 2020.

Cette multiplication d'éoliennes est remontée jusqu'au Conseil Départemental par la voix de Monsieur Tordeux qui a déclaré en 2016 que « *dans l'Aisne, nous avons des talibans des paysages....qui massacrent nos paysages. Je dis stop à l'éolien, arrêtons d'en mettre n'importe où* ».

Le 21 novembre 2016, le Conseil Départemental a émis un vœu à l'attention de Monsieur le Préfet en demandant un moratoire sur les implantations d'éoliennes :

Considérant le rôle du Département en matière d'aménagement du territoire et dans le cadre de l'élaboration du futur Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), schéma qui intègre l'actuel Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), le Département de l'Aisne demande au Préfet de l'Aisne la constitution d'une commission chargée d'élaborer un outil de concertation, de consultation des territoires et de planification avant tout nouveau projet ou toute nouvelle modification de projet en cours ou de permis de construire.

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation, Le Directeur Général des Services


Michel GENNESSEUX
Ce document a été signé électroniquement
sous sa forme originale le 16/12/2016 à 10:59:25
Référence : d0061e8a5fcb2e9f009b4472774fe90072cd1

Consommation d'espaces agricoles

La pièce n°8 porte sur la consommation de l'espace agricole dans le cadre du projet de Ferme éolienne de la Fontaine du Berger SAS et vise à répondre à la question de la consommation de l'espace agricole due aux éoliennes. Cette nouvelle obligation, entrée en vigueur par décret n°2011-189 du 16 Février 2011, s'applique aux permis de construire éoliens déposés à compter du 28 Janvier 2011.

La toute récente CDPENAF (Commission Départementale Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers) ne s'est pas encore réunie pour aucun projet éolien. La DDT confirme que **tout projet éolien doit passer devant cette Commission lorsque la surface agricole consommée est supérieure à 2 ha.**

La surface agricole grevée par le projet à 5ha 06a 73ca sur une surface agricole utilisée sur le territoire de la commune de Macquigny à 1359ha avant projet. Cette superficie représente environ 2% de la surface d'une grande exploitation.

Impact sur le voisinage

En **phase d'exploitation**, le balisage nocturne des machines représente une gêne potentielle pour les riverains et les conducteurs de voitures circulant sur la route Origny-Sainte-Benoite à Guise. Une personne parle ainsi de nos campagnes « *qui ressemblent à des discothèques, grâce aux flashes qu'émettent ces éoliennes* ».

Imposés par l'aviation civile, la profession tente de promouvoir d'autres systèmes de balisage moins visibles pour les riverains ce qui est le cas en Allemagne, membre de l'Union Européenne. Pourquoi pas en France ?

Le risque de **perturbation des ondes radioélectriques**, et notamment des ondes TV n'est pas exclu par le porteur de projet. En cas d'apparition de ces perturbations, la société d'exploitation est dans l'obligation légale d'intervenir et de rétablir à ses frais la bonne réception des signaux (Code de l'habitat, article L. 112-12).

Impact sur l'emploi

L'industrie éolienne crée probablement des emplois durant la phase étude et installation avec la participation de cabinets d'études, de notaires ou géomètres, d'entreprises de terrassement. En phase « Exploitation », trop peu d'emplois sont créés.

Il est évident qu'un parc éolien ne permet pas de créer des emplois au même titre qu'une entreprise de transformation alimentaire par exemple. Le tort de l'industrie française est peut-être de n'avoir pas cru à cette industrie puisque les allemands, danois et même espagnols sont aujourd'hui d'importants fabricants de ces machines. Notons que quelques entreprises françaises commencent à fabriquer des composants pour éoliennes tels que des mâts ou des pales et d'autres machines comme les hydrolennes.

Impact sur la valeur de l'immobilier

Différentes études ont montré que la présence de parcs éoliens n'engendrait généralement aucun effet sur le marché immobilier, les effets positifs et négatifs s'équilibreraient ? En zone rurale où la pression foncière et la demande sont actuellement faibles, la présence d'un parc éolien à proximité d'un bien immobilier donne un prétexte au futur acheteur de négocier la valeur à la baisse.

Impact pour les communes recevant le parc éolien

En matière de retombées financières, différents impôts et taxes ont été mis en place par le gouvernement. Ils permettent aux communes et communautés de communes « d'améliorer » le cadre de vie des habitants, ou tout simplement de permettre la restauration de sites ou de monuments en péril.

La Cotisation Economique Territoriale a deux composantes :

- La cotisation foncière des entreprises (CFE) : fondée sur les bases foncières.
- La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), dont le taux \hat{R} fixé au niveau national sera progressif, allant de 0% pour les entreprises de moins de 500 000 € de chiffre d'affaires à 1,5% pour les entreprises de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires.

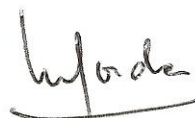
S'y ajoute un impôt forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER), frappant les activités non délocalisables (énergie, télécoms, transport ferroviaire) pour limiter le gain correspondant à la suppression de la TP.

Concernant l'éolien, cet impôt forfaitaire s'élèvera à 7 340 euros par an et par mégawatt (taxe équivalente à celle des autres centres de production d'énergies).

Le commissaire-enquêteur considère que les retombées financières sont bénéfiques suite à l'installation d'un parc éolien **mais ne doivent pas être une motivation primordiale à son installation.**

Après avoir examiné toutes les pièces du dossier soumis à l'enquête publique, le commissaire-enquêteur se prononce et exprime ses avis et conclusions motivées sur feuillets séparés.

Fait à Bertaucourt-Epourdon, le 8 août 2018



Michel JORDA